

ANNÉE 1931

N° 50

THÈSE
POUR LE
DOCTORAT VÉTÉRINAIRE
(Diplôme d'Etat)

Soutenue devant la Faculté de Médecine de Paris, en 1931

PAR

GEORGES ALBERT PERROT

Né le 16 juillet 1893, à Paris

L'Organisation Vétérinaire en Allemagne

JURY

Président : M. TANON, professeur à la Faculté de Médecine

*Assesseurs : MM. NICOLAS et VERGE
professeurs à l'Ecole Nationale Vétérinaire d'Alfort*

LES PRESSES MODERNES
45, rue de Maubeuge
PARIS

1931

ECOLE NATIONALE VÉTÉRINAIRE D'ALFORT

ANNÉE 1931

N°

THÈSE
POUR LE
DOCTORAT VÉTÉRINAIRE
(Diplôme d'Etat)

Soutenue devant la Faculté de Médecine de Paris, en 1931

PAR

GEORGES ALBERT PERROT

Né le 16 juillet 1893, à Paris

L'Organisation Vétérinaire en Allemagne

JURY

Président : M. TANON, professeur à la Faculté de Médecine

*Assesseurs : MM. NICOLAS et VERGE
professeurs à l'Ecole Nationale Vétérinaire d'Alfort*

LES PRESSES MODERNES
45, rue de Maubeuge
PARIS

1931

PERSONNEL ENSEIGNANT DE L'ÉCOLE VÉTÉRINAIRE D'ALFORT

Directeurs honoraires : MM. P.-J. CADIOT et H. VALLÉE

Directeur : M. E. NICOLAS

Professeurs honoraires : MM. G. BARRIER, Inspecteur général honoraire des
Écoles Vétérinaires, P.-J. CADIOT, H. VALLÉE

PROFESSEURS ET CHARGÉS DE COURS

	MM.
Anatomie descriptive des animaux domestiques	BRESSOU.
Physiologie, thérapeutique générale	MAIGNON.
Physique et Chimie médicales, toxicologie, pharmacie	NICOLAS.
Parasitologie et maladies parasitaires, clinique ; Zoologie . .	HENRY.
Pathologie médicale des équidés et des carnassiers, clinique ; sémiologie et propédeutique, jurisprudence	ROBIN.
Pathologie chirurgicale des équidés et des carnassiers, clinique ; anatomie chirurgicale, médecine opératoire et ferrure . .	COQUOT.
Pathologie bovine, ovine, caprine, porcine et aviaire, clinique ; médecine opératoire, obstétrique	LESBOUYRIES.
Pathologie générale et microbiologie, maladies microbiennes et police sanitaire, clinique	PANISSET.
Histologie et embryologie, anatomie pathologique ; autopsies.	PETIT.
Zootecnie et économie rurale	DECHAMBRE.
Agronomie, botanique et hygiène ; matière médicale	{ DECHAMBRE & HENRY.
Industrie et contrôle des produits d'origine animale	VERGE.

PROFESSEUR AGRÉGÉ

M. LESBOUYRIES

CHEF DE TRAVAUX AGRÉGÉ

M. SIMONNET

CHEFS DE TRAVAUX

MM. MONVOISIN,

MOUSSU (R.).

MM. VALADE.

BRION.

La Faculté de Médecine et l'École Vétérinaire déclarent que les opinions émises dans les dissertations qui leur sont présentées doivent être considérées comme propres à leurs auteurs et qu'elles n'entendent leur donner ni approbation, ni improbation.



A LA MÉMOIRE DE MA MÈRE

A MON PÈRE

A MONSIEUR LE PROFESSEUR TANON

*qui nous a fait le très grand honneur d'accepter
la présidence de notre jury.*

A MONSIEUR LE PROFESSEUR NICOLAS

Directeur de l'Ecole d'Alfort

A MONSIEUR LE PROFESSEUR VERGE

A MONSIEUR L'INSPECTEUR GÉNÉRAL VALLÉE

à qui revient l'initiative de ce travail.

A TOUS MES MAITRES DE L'ÉCOLE D'ALFORT



Digitized by the Internet Archive
in 2026

AVANT-PROPOS

L'exposé que nous avons entrepris vise avant tout à être un instrument de documentation. Nous avons pensé qu'il pouvait ne pas être inutile de dresser un tableau d'ensemble de l'organisation vétérinaire d'un pays où nous avons pu relever la faveur que rencontrent les conceptions vastes et audacieuses, l'énergie et l'esprit de suite avec lesquels celles-ci sont mises en pratique, les résultats tangibles qu'elles permettent d'obtenir, tandis que, par ailleurs, les défaillances du système ne nous restaient pas inconnues.

Un tel travail exigeant, pour conserver sa signification, l'examen des aspects multiples de l'activité vétérinaire et de certains problèmes professionnels, nous avons dû nous limiter à un exposé très concis de chacun des points considérés et nous n'avons dérogé à cette règle que pour quelques questions, (cours de perfectionnement pour vétérinaires, nouvelle loi d'Empire sur le contrôle du lait, statuts professionnels) paraissant présenter par leur actualité ou leur nouveauté un intérêt plus directement immédiat.

Monsieur le Professeur NICOLAS, Directeur de l'Ecole Vétérinaire d'Alfort, a bien voulu s'intéresser à ce travail et faciliter considérablement notre documentation : qu'il soit assuré de notre vive gratitude.

Avec une constante bonne grâce, M. le Professeur

VERGE nous a généreusement prodigué les conseils les plus précieux pour l'élaboration de cette thèse : nous lui en restons profondément reconnaissants.

Enfin notre tâche a été grandement facilitée par l'obligeance que plusieurs personnalités du monde vétérinaire allemand ont mise à nous fournir les précisions que nous recherchions. C'est ainsi que nous devons à la bienveillance de M. le Professeur WALDMANN de Riems, les détails que nous avons rapportés sur l'organisation du vaste établissement qu'il dirige, à M. le Dr FRIESE, Président de la Fédération des Chambres vétérinaires de Prusse, les renseignements concernant le fonctionnement de ces organismes, à MM. les Docteurs MACHENS et GRAWERT de précieuses données sur certaines associations professionnelles. Qu'ils trouvent tous ici l'expression de nos sincères remerciements.

INTRODUCTION

La dernière statistique officielle des vétérinaires allemands (1^{er} juillet 1929) nous fournit les chiffres suivants :

Vétérinaires fonctionnaires d'Etat	1.108
Vétérinaires municipaux (Inspecteurs d'abattoirs)	919
Vétérinaires appartenant au corps enseignant	152
Vétérinaires militaires en activité	186
Vétérinaires employés dans les établissements scientifiques	240
Vétérinaires praticiens exerçant	4.182
Vétérinaires retraités exerçant	481
Vétérinaires n'exerçant pas	269
	7.537

La proportion des vétérinaires exclusivement praticiens est donc de 56,8 % ; celle des vétérinaires fonctionnaires à un titre quelconque de 34,6 %. Le mouvement des statistiques montre de plus que ce dernier chiffre augmente régulièrement. Cette évolution, nous comptons que notre travail la fera suffisamment comprendre,

Nous ne voulons, pour l'instant, que faire ressortir, en manière d'introduction, l'importance numéri-

que de la profession vétérinaire allemande dans son ensemble, la place qu'elle s'est conquise dans les services publics, le nombre élevé de ses représentants se consacrant exclusivement à des recherches ou à des travaux scientifiques (1).

Des estimations dignes de foi fixaient en 1927 à 9.410.000.000 marks la valeur totale du capital-animal de l'Allemagne (3.810.000 chevaux, 18.000.000 de bovidés, 22.900.000 porcs, 3.800.000 moutons, 3.224.000 chèvres, 3.598.000 chiens, 80.000.000 de volailles, 1.640.000 essaims d'abeilles).

Le rendement annuel de ce capital était estimé en 1927 à 11.854.000.000 de marks (Viande: 6.522.000.000 de marks ; lait : 4.140.000.000 de marks ; peaux, cuirs, laine : 1.192.000.000 de marks).

Si l'on songe par ailleurs que, dans le seul Etat de Prusse, la fièvre aphteuse par exemple a causé en 1920-1921 des pertes évaluées à 476.000.000 marks et que la mammite streptococcique et l'avortement épizootique à eux seuls coûtent en moyenne 250.000.000 marks par an à l'agriculture, on conçoit fort bien que, pour sauvegarder le mieux possible l'élément le plus considérable aujourd'hui encore de leur patrimoine national, les Allemands se soient logiquement efforcés d'acquérir une arme de défense appropriée : une organisation vétérinaire solide pour laquelle ils ont consenti les sacrifices nécessaires.

Malgré nos efforts, nous savons qu'il ne nous sera

(1) D'après ROBIN, le nombre des vétérinaires français est de 3.525, y compris 40 membres du corps enseignant, 213 vétérinaires aux Colonies, 74 vétérinaires fonctionnaires d'Etat et 50 vétérinaires des Services sanitaires de la Seine.

pas possible de fournir de l'organisation vétérinaire allemande un tableau aussi clair que peut l'exiger un Français, habitué aux classifications rigides d'un pays parfaitement centralisé. Le fédéralisme politique de l'Allemagne nous l'interdit. En matière vétérinaire, le Reich n'intervient en effet que pour l'élaboration et la promulgation de grandes lois à caractère général (Reichsgesetze) que les différents Etats allemands se chargent de faire appliquer. Ce sont les Etats qui, dans le cadre légal fourni par les lois d'Empire, mais avec de sensibles variantes, organisent les différents services sanitaires, prévoient les modalités de l'inspection vétérinaire ou prennent certaines dispositions intéressant l'exercice de la profession.

Le plus souvent, nous choisirons la Prusse comme élément type, non seulement par ce qu'elle possède sur son territoire environ 60 % des vétérinaires allemands (4.546 sur 7.537 au 1^{er} juillet 1929), mais encore parce qu'elle constitue selon toute vraisemblance le noyau central dans lequel peu à peu, malgré les résistances particularistes que renforce la tradition historique, et sous la pression des nécessités économiques qui, dans le système administratif, comme ailleurs, réclament une standardisation, les autres Etats viendront se confondre plus ou moins étroitement dans une Allemagne centralisée.

* Nous avons cru bon de ne pas passer sous silence le côté financier du problème et nous avons fourni presque toujours des précisions sur ce point (budgets, frais de scolarité, traitements des fonctionnaires, cotisations, etc...). Nous avons conservé le mark-or comme unité monétaire. Il suffira de multiplier par 6 les chiffres fournis pour obtenir l'équivalent en francs français. Le coût de la vie ayant quelque peu fléchi en

Allemagne au cours des deux dernières années, nous pouvons assurer, par expérience, qu'en moyenne il n'excède pas, en 1931, de plus de 10 à 20 % le coût de la vie en France. Par suite de compressions budgétaires, les traitements des fonctionnaires ont subi, en 1930-1931, une réduction de 6 à 10 % sur les chiffres indiqués.

Nous avons prévu, dans ce travail, les divisions suivantes :

I. ENSEIGNEMENT. — II. SERVICES SANITAIRES. — III. INSPECTION DES VIANDES. — IV. CONTRÔLE DU LAIT. — V. ORGANISMES PROFESSIONNELS. — VI. DE L'EXISTENCE D'UN DROIT PROFESSIONNEL ET APERÇU SUR QUELQUES POINTS DE DÉTAIL.

P R E M I È R E P A R T I E

ENSEIGNEMENT

Le progrès incessant des sciences médicales fait du vétérinaire comme du médecin un étudiant à vie.

Estimant donc que l'instruction théorique et technique du vétérinaire ne prend pas fin avec la conquête d'un diplôme ou du doctorat, nous distinguerons :

a) *Un enseignement obligatoire* comprenant les années de scolarité jusqu'au doctorat, et

b) *un enseignement facultatif* postscolaire ou de perfectionnement dont en Allemagne le fonctionnement est très régulier et les modalités heureusement adaptées aux nécessités professionnelles.

CHAPITRE PREMIER

ENSEIGNEMENT OBLIGATOIRE

L'enseignement vétérinaire est donné en Allemagne dans cinq établissements : en Prusse, dans les Ecoles Vétérinaires de Berlin et de Hanovre; en Saxe, en Bavière et dans le duché de Hesse, dans les Facultés de médecine vétérinaire régulièrement constituées dans les Universités de Leipzig, de Munich et de Giessen.

Laissant toute liberté à ces établissements pour aménager, organiser à leur guise leurs programmes de travail, le gouvernement du Reich exerce cependant — et d'une façon efficace — son contrôle et son influence unificatrice, en formulant très étroitement les détails des examens du diplôme ou du doctorat dans une ordonnance d'empire. (*Reichspruefungsordnung fuer Tieraerzte*). Est actuellement en vigueur l'ordonnance du 21 août 1925 dont nous reparlerons plus loin.

Sans vouloir même esquisser l'histoire des écoles vétérinaires allemandes, nous pouvons cependant rappeler avec quelque fierté que c'est un peu la sage initiative de BOURGELAT qui, en Allemagne aussi, suscita la création d'un enseignement vétérinaire.

C'est la Saxe, qui, la première, envoya en 1768 le chirurgien WEBER et le maître maréchal SCHMIDT à l'Ecole d'Alfort, qui venait d'être fondée en 1766. Ceux-ci revinrent en 1771 à Dresde, où l'énergique WEBER,

malgré l'indolence officielle, créait en 1774 la première Ecole Vétérinaire d'Allemagne.

Devait suivre très rapidement la fondation des Ecoles de Hanovre en 1778, de Munich et de Berlin en 1790. La dernière venue, l'Ecole de Giessen, créée en 1832, devenait partie intégrante de l'Université de Giessen et, la première, pouvait ainsi délivrer le titre de docteur en médecine vétérinaire à ceux qui avaient suivi son enseignement.

L'Ecole Vétérinaire de Stuttgart, fondée au XIX^e siècle, fermait ses portes en 1912. En 1924, l'Ecole Vétérinaire de Dresde était transférée à Leipzig et intégrée à l'Université de cette ville, dont elle devenait la Faculté de médecine vétérinaire.

La destinée des Ecoles vétérinaires allemandes connaît maintes vicissitudes. Si l'existence de celles-ci fut définitivement assurée vers le premier tiers du XIX^e siècle, leur véritable essor date de la loi d'Empire du 23 juin 1880 portant réglementation de la lutte contre les maladies contagieuses des animaux.

Aujourd'hui, elles constituent des établissements universitaires possédant rigoureusement, qu'ils en portent ou non le titre, les droits et prérogatives des Facultés de médecine.

Examinons maintenant leur organisation intérieure.

RECRUTEMENT DES ÉTUDIANTS. — Ceux-ci doivent posséder le diplôme de fin d'études secondaires correspondant à notre baccalauréat. Les candidats provenant de l'enseignement sans latin doivent fournir la preuve qu'ils possèdent une connaissance du latin égale à celle que possèdent les élèves de l'enseignement classique,

lors de leur entrée en seconde. Il n'y a pas de concours d'entrée ; le régime est celui des étudiants en médecine.

Les *inscriptions* se prennent par semestre, en mai et en octobre. Les droits comprennent par semestre :

Un droit d'inscription de 25 marks

Un droit d'études de 70 »

Un droit de 2,50 marks par heure de cours ou de 5 marks par heure de travaux pratiques suivis dans une semaine (*Kollegiengeld*) (1).

Ces dernières sommes reviennent intégralement aux professeurs en sus de leur traitement.

Des droits divers de bibliothèque, d'assurance, etc. se montant à 16 marks.

Soit, par an, environ 300 à 400 marks de droits, selon le nombre de cours suivis. Un certain nombre d'étudiants nécessaires bénéficient de réductions (2).

Si on ajoute à ces frais de scolarité les frais d'entretien pendant les quatre ans et demi que durent les études vétérinaires, les droits d'examen et de diplôme s'élevant à 277 marks, on arrive facilement à un débours total de 9 à 15.000 marks. La préparation du doctorat exigeant de plus un an en moyenne, les droits de celui-ci étant de 200 marks, il n'est pas étonnant de constater qu'en Allemagne les études vétérinaires, quant à leur coût, viennent en seconde ligne, immédia-

(1) Un exemple fera mieux comprendre. Un étudiant suit un cours d'anatomie de 3 heures par semaine : il verse une somme de 7,50 marks pour le semestre. Comme les étudiants s'inscrivent en général pour 35 à 40 heures de cours et travaux pratiques par semaine, les « *Kollegiengelder* » atteignent 80 à 120 marks par semestre et par étudiant.

(2) En 1927, à Hanovre, sur 250 étudiants, 70 demandes de bourses, 11 bourses entières accordées, 36 demi-bourses.

tement derrière les études médicales, dans la liste des études universitaires.

Le nombre des étudiants vétérinaires a varié depuis 1900 de la façon suivante :

1900	1.388
1905	1.250
1910	1.145
1915	758
1920	1.483
1925	661
1930	1.359

On voit qu'après les soubresauts de la guerre, de l'après-guerre immédiat et de la crise due à l'inflation, les Ecoles vétérinaires ont retrouvé à peu près leurs effectifs d'avant-guerre sans dépasser ceux-ci.

Cette stabilité est d'autant plus remarquable qu'il y a en Allemagne une pléthore très inquiétante de la jeunesse étudiante dont l'effectif global a plus que triplé et dont l'avenir est, par la suite, des plus sombres.

Au cours de l'hiver 1930/31, la répartition des étudiants vétérinaires allemands dans les différentes Ecoles était la suivante :

Berlin	381 (dont 10 femmes) (1)
Hanovre	421
Munich	247
Leipzig	140
Giessen	149

1.339

(3) Une décision du Bundesrat de 1913 a autorisé les femmes à suivre l'enseignement des écoles vétérinaires. Il ne nous a pas été possible d'avoir des renseignements solides sur les conséquences pratiques de cette mesure.

CORPS ENSEIGNANT. — Le corps enseignant des Ecoles ou des Facultés vétérinaires comprend, avec des variantes locales, des professeurs titulaires (ordentliche Professoren), des professeurs sans chaire (ausserordentliche Professoren), des professeurs chargés de cours, des professeurs libres (Privatdozenten), des chefs de travaux, des assistants.

Le tableau ci-joint rassemble l'effectif du personnel enseignant dans les différentes Ecoles.

Personnel enseignant vétérinaire
Eté 1931

	Professeurs titulaires	Pro- fesseurs sans chaire	Pro- fesseurs libres	Chargés de cours	Chefs de travaux et assistants
Berlin	12	3	8	7	33.
Hanovre . . .	10	7	3	3	29
Leipzig . . .	10	7	7	»	21
Munich . . .	10	2	2	1	14
Giessen . . .	12	»	2	2	10

A signaler que sur les dix chaires de Giessen, 5 seulement relèvent de la Faculté de médecine vétérinaire, 3 dépendent de la Faculté de médecine et 3 de la Faculté des sciences de ladite Université.

Les Ecoles et Facultés de médecine vétérinaire, qui disposent du droit de choisir elles-mêmes leurs professeurs, usent de cette faculté pour appeler des savants ou spécialistes non vétérinaires (médecins, agronomes,

pharmaciens) ou des vétérinaires spécialisés (vétérinaires militaires, fonctionnaires du service sanitaire, techniciens de l'inspection des viandes). L'institution de professeurs libres, de professeurs chargés de cours et d'assistants donne à cet égard toute la souplesse désirable et permet une précieuse vivification du corps enseignant.

Depuis 1913, le directeur (Rektor) des Ecoles de Berlin et de Hanovre n'est plus désigné par le ministre, mais élu par le conseil des professeurs pour une période de deux ans. Il a les prérogatives d'un recteur d'université. Les Facultés vétérinaires de Munich, Leipzig, et Giessen ont à leur tête un doyen élu pour un an. Les universités allemandes élisant leur recteur par roulement, il arrive qu'un professeur vétérinaire détienne pendant un an la dignité de Recteur d'une Université. (Le cas s'est présenté pour la première fois en 1926-27, à l'Université de Giessen ; le recteur actuel (1931) de l'Université de Leipzig est le professeur d'anatomie de la Faculté vétérinaire.)

Le traitement des professeurs titulaires des Ecoles Vétérinaires varie de 7.500 à 11.600 marks (plus une indemnité de logement) auxquels viennent s'ajouter les « Kollegiengelder » (moyenne en 1930, en Prusse : 3.850 marks). La limite d'âge est de 68 ans et les professeurs alors « émérités », continuent à recevoir intégralement leur traitement.

Les Ecoles et Facultés vétérinaires, nous venons de le voir, font appel pour leurs étudiants au savoir et à l'expérience de vétérinaires ; nombre d'universités et de grandes écoles d'Allemagne, en revanche, ont confié des chaires d'enseignement à des vétérinaires. On n'en comptait pas moins de 25 en 1928.

ENSEIGNEMENT. — Le nombre de chaires est en moyenne de dix, dont les enseignements correspondent sensiblement à ceux des Ecoles françaises.

Nous indiquerons seulement les douze chaires de l'Ecole de Berlin :

Chimie ;
Anatomie, Histologie ;
Physiologie ;
Thérapeutique générale, Pharmacie, Toxicologie ;
Pathologie générale, Anatomie pathologique ;
Pathologie médicale, Jurisprudence vétérinaire ;
Pathologie chirurgicale et manuel opératoire ;
Parasitologie et pathologie des maladies tropicales ;
Obstétrique, Police sanitaire ;
Inspection des viandes, Contrôle du lait ;
Maladies contagieuses et microbiologie ;
Zootechnie, Economie rurale.

Les nombreux instituts et laboratoires, dont beaucoup sont de construction récente (la Faculté de médecine vétérinaire de Leipzig, qui a recueilli la succession de l'Ecole Vétérinaire de Dresde et dont les travaux furent commencés en 1916, a été achevée en 1923) sont en général des mieux aménagés et dotés d'un outillage moderne, ce qu'expliquent les crédits importants qui leur sont alloués et que nous signalerons plus loin.

On ne saurait passer sous silence la vaste ferme d'application que possède l'Ecole de Berlin à Klein-Ziethen, et celle de Adendorf, dépendant de l'Ecole vétérinaire de Hanovre.

Le domaine de Klein-Ziethen a une superficie de 413 hectares. En mars 1931, le bétail de la ferme comprenait 42 chevaux, 14 poulains au-dessous de 3 ans,

2 taureaux, 54 vaches laitières, 43 génisses et bouvillons, 20 veaux, 272 porcs et quelques moutons. L'élevage de volaille était en plein développement.

Un institut de zootechnie, avec laboratoire et amphithéâtre, placé sous la direction du professeur titulaire de cette chaire, est annexé à la ferme. Il peut recevoir douze étudiants. Pendant les vacances, ceux-ci viennent faire un stage de trois semaines à Klein-Ziethen pour suivre des cours et s'initier pratiquement aux questions de zootechnie et d'économie rurale.

A Adendorf, le stage ne dure que quinze jours, mais 20 étudiants peuvent y participer.

EXAMENS. — Si, en principe, l'étudiant vétérinaire allemand jouit comme tous ses camarades des bienfaits de la « liberté académique », c'est-à-dire qu'il n'assiste qu'aux cours qui lui conviennent et qu'aucune assiduité apparente ne lui est imposée à ce sujet, s'il lui est loisible, d'autre part, de changer d'Ecole ou de Faculté en cours d'études, la participation aux travaux pratiques, exercices divers, examens cliniques, etc... est suffisamment contrôlée et les programmes d'examens sont suffisamment chargés pour contraindre au travail les futurs candidats.

Ceux-ci ont à subir :

a) Au bout de deux ans d'études : *un examen préliminaire théorique et pratique* (Vorpruefung) sur les matières suivantes : physique, chimie, zoologie, botanique, anatomie, physiologie, histologie.

b) Au bout de quatre ans et demi (9 semestres) : *un examen théorique et pratique pour l'obtention du titre de vétérinaire* (Veterinärpruefung).

Les matières d'examen sont, alors, les suivantes :
Anatomie ;

Physiologie ;

Pathologie générale, anatomie pathologique ;
Pathologie médicale ;
Pathologie chirurgicale ;
Ferrure ;
Pharmacie, Toxicologie ;
Obstétrique ;
Inspection des viandes et denrées alimentaires
d'origine animale ;
Production et contrôle du lait ;
Zootechnie, Economie rurale ;
Alimentation des animaux ;
Pathologie des maladies contagieuses, Bactériologie ;
Police sanitaire ;
Jurisprudence vétérinaire.

Les droits d'examen sont de 72 marks pour l'examen préliminaire et de 207 marks pour l'examen du diplôme.

C'est en 1925 que, sur les instances du Conseil National vétérinaire (Deutscher Veterinärerrat) et des associations professionnelles, la durée des études a été relevée de 8 à 9 semestres.

Le DOCTORAT, qui porte, en Allemagne, le titre de doctorat en médecine vétérinaire (Dr Med. vet.) est délivré depuis 1910 par les Ecoles ou Facultés vétérinaires rigoureusement souveraines.

Le candidat qui, en pratique, a préparé sa thèse pendant un an dans un laboratoire, dans un abattoir ou en clientèle, doit indiquer les conditions dans lesquelles il a poursuivi ses recherches. La thèse qu'il soumet et dont il devra livrer 200 exemplaires, doit rester pendant trois semaines à la disposition du Conseil des professeurs. Il est tenu en outre de subir, devant un Ju-

ry composé de trois professeurs vétérinaires, dont le Recteur, un examen oral sur trois des matières d'examen prévues pour l'obtention du diplôme de vétérinaire.

Les droits à verser pour le doctorat sont de 200 marks ; ils sont répartis par moitié entre une caisse spéciale de l'Ecole, et entre les membres du corps enseignant. Il peut être accordé aux candidats nécessaires des dispenses totales ou partielles. Après échec, la soutenance et les examens de thèse ne peuvent être répétés qu'une seule fois, et ce, après un délai d'un an.

CRÉDITS. — Les Ecoles vétérinaires sont l'objet de la juste sollicitude des Etats allemands, et les crédits qui leur sont alloués correspondent au rôle considérable qu'elles sont appelées à jouer dans la conservation du patrimoine national.

C'est ainsi que, pour ne prendre que l'exemple de la Prusse, nous constatons que les deux Ecoles vétérinaires de Berlin et de Hanovre se sont vu accorder au cours des dernières années les crédits réguliers suivants en marks-or :

1925.....	1.660.000
1926.....	1.775.000
1927.....	2.000.000
1928.....	2.320.000
1929.....	2.284.000
1930.....	2.304.000
1931.....	2.312.000

En 1913, ceux-ci n'étaient que de 687.000 marks. Ils ont donc été presque QUADRUPLES, ce qui, même en Allemagne, est assez exceptionnel.

A ces chiffres, il convient d'ajouter les *crédits ex-*

traordinaires pour constructions nouvelles (en 1930, 1.378.000 marks ; en 1931, 308.000 marks).

Encore que les droits versés par les étudiants et les larges subventions gouvernementales assurent aux Ecoles vétérinaires une situation financière satisfaisante, deux d'entre elles, l'Ecole de Berlin et l'Ecole de Hanovre, ont institué cependant un appel indirect au mécénat, en favorisant la création d' « Association des Amis de l'Ecole de Hanovre » (ou « de Berlin »), où figurent également des éléments non vétérinaires, et parmi lesquelles se recrutent souvent de généreux donateurs. De telles sociétés ne peuvent que contribuer au prestige de la profession vétérinaire. L'Association des Amis de l'Ecole de Hanovre, par exemple, comptait, en 1929, 620 membres, et disposait de 156.000 marks.

CHAPITRE II

ENSEIGNEMENT FACULTATIF POST-SCOLAIRE

Il est, depuis ces dernières années, en Allemagne, l'objet de soins particuliers.

Certes, depuis plus de vingt ans, fonctionnaient déjà régulièrement :

a) des COURS DE PERFECTIONNEMENT POUR VÉTÉRINAIRES INSPECTEURS DES VIANDES ET DU LAIT, organisés dans certaines Ecoles vétérinaires ;

b) des COURS DE PERFECTIONNEMENT POUR PRATICIENS ET SPÉCIALISTES, organisé par les Instituts bactériologiques.

Mais, c'est en 1927 que cet enseignement postscolaire fut intensifié et organisé sur une vaste échelle par les soins du « Conseil National Vétérinaire » (*Deutscher Veterinärerrat* ou *D.V.R.*) (1).

Le principe directeur fut le suivant :

Toucher le plus grand nombre de vétérinaires possible, en organisant les cours dans les diverses régions de l'Allemagne. A cet effet, le pays fut divisé en 22 sections : 8 pour l'Allemagne de l'Ouest, 8 pour l'Allemagne de l'Est, 6 pour l'Allemagne du Sud. Au taux de 11 cours organisés par an, et par roulement, chacune des vingt-deux subdivisions obtenait tous les deux ans un cours de perfectionnement sur son territoire. Les organisateurs comptaient sur un chiffre moyen de 100 participants à chaque cours. Leurs prévisions se réalisèrent à très peu près, puisqu'en avril 1930, lors du 39^e cours, on comptait un total de 3.800 vétérinaires ayant suivi cet enseignement (2), et que lorsqu'en mai 1931 aura lieu le 50^e cours à Stuttgart, il s'en faudra sans doute de peu pour que le chiffre de 5.000 participants ne soit atteint.

Pour faciliter aux praticiens la fréquentation de ces cours, ceux-ci ont lieu régulièrement à la fin d'une semaine, le samedi et le dimanche. On perçoit en général un droit d'inscription de 10 marks.

Le gouvernement du Reich accorde, de son côté, pour l'organisation de ces cours, une subvention annuelle de 4.000 marks en moyenne.

Pour faire mieux ressortir la fréquence, l'import-

(1) Au sujet de cet organisme professionnel, voir page 77.

(2) Les frais d'organisation de ces 39 cours avaient été de 43.000 marks.

tance et la variété de ces cours de perfectionnement, le moyen le plus sûr nous a paru être d'établir une sorte de calendrier des principaux d'entre eux pendant une période de douze mois. Nous avons choisi l'année 1930. Chaque fois qu'il nous a été possible de nous le procurer, nous avons signalé le nombre des participants.

Nous avons pensé, par ailleurs, que l'indication des sujets traités permettrait de dégager un peu l'orientation présente des préoccupations professionnelles.

7 et 8 Février 1930.

TRAVAUX PRATIQUES DE CONTRÔLE DU LAIT, ORGANISÉS PAR L'INSTITUT VÉTÉRINAIRE DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DE LA PROVINCE DE HANOVRE, à HANOVRE.

Droits : 10 marks. Nombre de participants limité à 10.

A l'Etable : Technique de l'examen clinique de la mamelle. Méthodes de traite. Dégustation du lait. Réactions diverses (Bromothymol, phenosol). Prises d'échantillons pour recherches : a) du bacille tuberculeux, b) du streptocoque, c) pour détermination de la teneur en beurre.

Au laboratoire : Altérations directement constatables. Densité. Souillures. Teneur en matières grasses. Acidité (Réaction à l'alcool, à l'alizarol, réaction de Henkel-Soxhlet). Catalase. Altérations chimiques. Détermination de la teneur en chlore, méthode de Drost. Détermination du lactose d'après le procédé de Pelouse et Moore. Chauffage (Réaction de Tillmann). Fermentation. Méthode de Trommsdorff.

Examen bactériologique : Confection des préparations. Les différents procédés de coloration (Streptocoque, B. tuberculeux, B. pyogenus). Interprétation des images microscopiques. Cultures. Identification du streptocoque par cultures sur milieux spécifiques. Diagnostic bactériologique différentiel du streptocoque du ferment lactique et du streptocoque pathogène. Inoculations pour recherche de : a) B. tuberculeux : inoculation au cobaye, accélération du diagnostic par l'extirpation des ganglions ; b) B. de Bang : inoculation, ponction du cœur du cobaye, technique de l'agglutination.

22 et 23 Février 1930.

36° COURS ORGANISÉ PAR LE D. V. R., à NEUSTADT

Prof. OSTERTAG. *Stuttgart* : Inspection des viandes.

Dr DRESCHER. *Oberschleisheim* : Mammites et contrôle du lait.

Prof. STOSS. *Munich* : Diagnostic de la grossesse.

Prof. ERNST : Contrôle du lait.

Participants : 80.

22 et 23 Février.

37° COURS ORGANISÉ PAR LE D.V.R., à SCHNEIDEMUHL

Vétérinaire inspecteur SCHMIDT. *Schneidemuhl* : Projection commentée d'un film sur le charbon bactérien, établi par les soins du ministère de l'agriculture prussien.

Prof. GOETZE. *Hanovre* : Quelques maladies des bovidés (avec film).

Prof. WALDMANN. *Riems* : Diagnostic de la peste porcine.

Dr ILGNER : Directeur de l'abattoir de *Königsberg* : Pratique de l'inspection des viandes.

Dr EULER, de l'Institut bactériologique de *Landsberg* : Stérilité et avortement.

15 et 17 Mars 1930.

38° COURS ORGANISÉ PAR LE D.V.R., à CASSEL

Prof. GOETZE. *Hanovre* : Quelques maladies des bovidés (avec film).

Prof. BUTZ. *Hanovre* : Elevage et alimentation rationnelle des différentes espèces domestiques à la lumière des dernières données scientifiques.

Prof. LUND. *Hanovre* : Inspection des viandes (avec démonstration).

Prof. GOETZE. *Hanovre* : L'avortement épizootique.

Prof. LUND. *Hanovre* : Contrôle des denrées alimentaires.

Prof. PFEIFFER. *Giessen* : Méningo-encéphalite épizootique du cheval.

5 et 6 Avril 1930.

39° COURS ORGANISÉ PAR LE D. V. R., à HAMBOURG

Prof. MIESSNER. *Hanovre* : Maladies des volailles.

Prof. GLAGE. *Hambourg* : Contrôle vétérinaire du lait.

Prof. OPPERMAN. *Hanovre* : Nouvelles méthodes de traitement des coliques.

Prof. REINHARD. *Leipzig*. Maladie du jeune âge chez le chien.

Prof. HENKELS. *Hanovre* : Nouveaux procédés d'intervention chirurgicale.

26 et 27 Avril 1930.

COURS DE PERFECTIONNEMENT DANS LA PRATIQUE
DU CONTRÔLE DU LAIT ORGANISÉ PAR L'INSTITUT
BACTÉRIOLOGIQUE DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE DE
LA PROVINCE DE SAXE, à HALLE

Droits : 10 marks.

Nombre de participants limité à 10

Commentaire de la nouvelle loi sur le trafic du lait. Pratique d'examen bactériologiques. Appréciation du lait. Visite d'une laiterie contrôlée.

24 et 25 Mai 1930.

40^e COURS ORGANISÉ PAR LE D. V. R., à COBLENCE

Vétérinaire inspecteur KLIMMECK. *Berlin* : Diverses questions d'inspection des viandes.

Prof. MIESSNER. *Hanovre* : Maladies des nouveau-nés.

Dr HEINE, Directeur de l'abattoir de *Duisbourg* : Hygiène du lait.

Prof. KUEST. *Giessen* : Mammites.

Vétérinaire-inspecteur BRÜGGEMANN : Questions de déontologie.

31 Mai et 1^{er} Juin 1930.

41^e COURS ORGANISÉ PAR LE D. V. R., à CARLSRUHE

Prof. PFEIFFER. *Giessen* : Emploi d'instruments nouveaux dans la pratique chirurgicale.

Dr BECK. *Fribourg* : Maladies des nouveau-nés.

Prof. GOETZE. *Hambourg* : Anesthésie intra-rachidienne. Nouveaux instruments en obstétrique (avec démonstrations).

Prof. OPPERMAN. *Hanovre* : Indications pratiques dans le traitement de certaines maladies du cheval.

Prof. SCHLEGEL. *Fribourg* : La lutte contre la stérilité des femelles domestiques.

Dr HALL. *Fribourg* : Diagnostic de la grossesse.

Dr DRESSCHER, Directeur de l'Institut vétérinaire bavarois : Chimiothérapie et immunisation.

20 et 21 Septembre 1930.

42^e COURS ORGANISÉ PAR LE D. V. R., à DRESDE

Prof. PFEIFFER. *Giessen* : Maladies du pied.

Prof. GOETZE. *Hanovre* : Présentation de nouveaux instruments d'obstétrique.

Vétérinaire Inspecteur ZELLER. *Berlin* : Maladies de la mamelle. Pathogénie et traitement.

Prof. POPPE. *Rostock* : Maladies professionnelles du vétérinaire.

Vétérinaire Inspecteur GLAESSER, Directeur du laboratoire de recherches de *Hanovre* : Maladies contagieuses du porc et leur diagnostic différentiel depuis 25 ans.

Prof. WAGENER : Elevage moderne des volailles.

Participants : 122 (dont 101 praticiens)

4 et 5 Octobre 1930.

COURS ORGANISÉ A L'ÉCOLE DE HANOVRE
POUR L'INITIATION A LA PRATIQUE DE LA RÉACTION
D'AGGLUTINATION POUR LE DIAGNOSTIC DE LA DIARRHÉE
BLANCHE BACILLAIRE (1)

18 et 19 Octobre 1930.

COURS DE PERFECTIONNEMENT AVEC TRAVAUX PRATIQUES,
ORGANISÉ DANS LE MÊME BUT PAR L'INSTITUT
BACTÉRIOLOGIQUE DE LA CHAMBRE
D'AGRICULTURE, à BONN

Du 26 Octobre au 25 Décembre 1930.

COURS DE PERFECTIONNEMENT ORGANISÉ PAR
L'INSTITUT BACTÉRIOLOGIQUE
DE LA CHAMBRE D'AGRICULTURE, à KOENIGSBERG

Les cours avaient lieu le dimanche après-midi.
Parmi les sujets traités, signalons : maladies des nouveau-nés, maladies infectieuses du bétail et des volailles. Contrôle bactériologique des viandes. Examen du lait. Examen des excréments.

27 Octobre - 1^{er} Novembre 1930.

COURS DE PERFECTIONNEMENT POUR VÉTÉRINAIRES
PRATICIENS, ORGANISÉS A L'ÉCOLE DE HANOVRE
Droits : 45 marks

(1) Le Professeur MIESSNER ne délivre l'antigène du *B. pul-
lorum* qu'aux vétérinaires familiarisés avec la technique de la
réaction.

Ce cours d'une semaine a été professé par six professeurs de l'Ecole Vétérinaire de Hanovre. Il a été suivi par 60 praticiens. Les cours et exercices avaient lieu de 8 à 13 heures et de 16 à 18 heures. Outre les questions courantes, nous avons relevé, parmi les sujets traités : maladies des animaux à fourrures, nouvelles théories de la nutrition, intoxications alimentaires.

27 Octobre - 1^{er} Novembre 1930.

COURS DE PERFECTIONNEMENT POUR VÉTÉRINAIRES-
INSPECTEURS D'ABATTOIRS, ORGANISÉS A L'ECOLE
DE BERLIN

Droits : 55 marks

Prof. BONGERT : Contrôle sanitaire des volailles, poissons et crustacés.

Prof. BONGERT : Intoxications alimentaires constatées au cours des dernières années.

Prof. BONGERT : Les nouvelles lois d'Empire sur le lait et le contrôle des denrées alimentaires.

Prof. BONGERT : Contrôle et appréciation des saucisses.

Dr KOENIGER : Exploitation rationnelle des machines à échaudage et des chambres froides.

Dr KALK : Les intoxications alimentaires d'origine carnée.

Dr WUNDRAM : L'organisation du service vétérinaire du contrôle des denrées alimentaires à Berlin.

Dr WAGENER : Importance de l'hygiène de l'étable pour la production laitière.

Prof. DAHMEN : Dispositifs nouveaux pour l'évacuation des eaux usées dans les abattoirs. Les maladies animales dans l'étiologie des intoxications.

Dr SCHWERDT, administrateur-délégué du Syndicat des Fabricants de viandes de conserve : l'Industrie des viandes de conserve.

Prof. DOBBERSTEIN : Démonstrations anatomo-pathologiques sur les volailles.

Dr KAMMEL, Directeur d'Abattoir : Administration rationnelle des abattoirs.

Dr MÜSSEMEIER : Inspecteur général des services sanitaires prussiens : Contrôle vétérinaire des marchés.

Dr BURCHARDT : Importance des marchés à bestiaux pour l'économie nationale.

Dr KLIMMECK : Le contrôle des denrées alimentaires envisagé au point de vue administratif.

Les cours avaient lieu tous les jours de 8 à 13 heures :

Deux après-midi furent consacrées à la pratique de l'inspection des viandes ;

Une après-midi à la visite des halles centrales de Berlin ;

Une après-midi à la visite des chambres froides pour la conservation des œufs ;

Une après-midi à des démonstrations pratiques sur la question de l'évacuation des eaux usées.

Une après-midi à la visite d'une laiterie contrôlée.

1^{er} Novembre 1930.

43^e COURS DE PERFECTIONNEMENT, ORGANISÉ
PAR LE D. V. R., à BERLIN

Ce cours a été consacré exclusivement à l'étude de l'élevage et les maladies des volailles (1).

(1) Rappelons à cette occasion qu'un cours analogue de 3 jours avait eu lieu en décembre 1929 à l'Ecole de Hanovre et avait réuni 70 participants.

Prof. DOBBERSTEIN : Autopsie des volailles.

Prof. BIERBAUM : Vaccination contre la variole aviaire.

Prof. DAHMEN : Diarrhée blanche bacillaire (1).

8 et 9 Novembre 1930.

44^e COURS DE PERFECTIONNEMENT, ORGANISÉ
PAR LE D. V. R., à OLDENBOURG

Prof. GLAGE. *Hambourg* : Contrôle du lait.

Prof. OPPERMAN. *Hanovre* : Nouvelles méthodes de traitement des coliques de cheval.

Prof. GOETZE. *Hanovre* : Diagnostic différentiel et traitement des tumeurs de la tête chez les bovins.

Prof. LUND. *Hanovre* : Différents problèmes d'inspection des viandes.

Prof. MIESSNER. *Hanovre* : Maladie des volailles.

Prof. ZIETZSCHMANN. *Hanovre* : Démonstrations anatomiques sur l'animal vivant.

Participants : 100

22 et 23 Novembre 1930.

45^e COURS DE PERFECTIONNEMENT, ORGANISÉ
PAR LE D.V.R., à DÜSSELDORF

Prof. OPPERMAN. *Hanovre* : Jurisprudence vétérinaire. Responsabilité du vétérinaire.

(1) On estime qu'il y a en Allemagne 80 millions de poules fournissant en moyenne 80 œufs par an.

Une exploitation rationnelle, en élevant le rendement annuel à 120 œufs, éviterait à l'Allemagne l'importation de 300.000.000 de marks d'œufs par an.

Prof. STANG. *Berlin* : Elevage et alimentation.

Prof. GOETZE. *Hanovre* : De la stérilité.

» » » : Présentation de nouveaux instruments d'obstétrique.

Dr HEINE, Directeur de l'abattoir de *Duisbourg* :
Le rôle du vétérinaire dans le contrôle du lait sous le régime de la nouvelle loi d'Empire.

Dr EICKMANN, Directeur de l'Institut Bactériologique de *Bonn* : Elevage de volailles. Exploitation rationnelle (avec projections).

Prof. DOBBERSTEIN. *Berlin* : Diagnostic sur le cadavre des maladies de volailles particulièrement importantes dans la pratique de l'inspection sanitaire (avec exercices).

6 et 7 Décembre 1930.

46° COURS DE PERFECTIONNEMENT, ORGANISÉ
PAR LE D. V. R., à HALLE

Prof. RICHTER. *Leipzig* : Diagnostic de la grossesse.

Prof. SCHERMER. *Göttingen* : Maladies par carence chez les bovidés.

Prof. SCHMIDT. *Leipzig* : Jurisprudence vétérinaire dans l'exercice de la clientèle.

Prof. WITTMANN. *Berlin* : Des boiteries intermittentes (avec film).

Prof. NIEBERLE. *Leipzig* : Pratique des autopsies.

Prof. WITTMANN. *Berlin* : Nouvelles méthodes de thérapeutique chirurgicale.

Si l'on tient compte du sacrifice que constitue pour un praticien l'abandon de sa clientèle pendant au

moins deux jours, les frais qu'entraîne un déplacement parfois éloigné, on doit reconnaître que la fréquentation de ces cours, malgré le léger fléchissement actuel qui s'explique par les difficultés économiques de l'heure, fait honneur à l'esprit de curiosité et à la conscience professionnelle du vétérinaire allemand.

Conférences radio-diffusées pour Vétérinaires

Enfin, pour que les vétérinaires qui se trouvaient empêchés d'assister à ces cours de perfectionnement aient cependant la faculté d'entendre, sans se déranger, un exposé de certaines questions professionnelles présenté par des personnalités qualifiées du monde vétérinaire, il a été organisé par les soins des services semi-officiels de la « Deutsche Welle » des conférences radio-diffusées pour vétérinaires.

Elles ont été inaugurées en septembre 1926 au rythme de deux par mois. Par suite de réductions de crédits, elles n'ont plus lieu maintenant que mensuellement.

Nous fournissons, à titre documentaire, le programme des conférences diffusées au cours de la première année.

(5) D'ailleurs, la curiosité intellectuelle est un des traits essentiels du caractère allemand. Le Comte Keyserling, dans son livre « Spektrum Europa's », résume malicieusement cette tendance de ses compatriotes, en prétendant que si, à l'entrée du Ciel, se trouvaient deux portes, l'une avec cette indication « ENTRÉE DU CIEL », l'autre portant « ENTRÉE DE LA SALLE où ONT LIEU LES CONFÉRENCES SUR LE CIEL », tous les Allemands se dirigeraient vers la seconde porte !

Prof. VON OSTERTAG : Données nouvelles dans la lutte contre les épizooties.

Inspecteur général WEHRLE : Mesures protectrices contre l'introduction des maladies contagieuses venant de l'étranger.

Inspecteur général MUESSEMEIER : Les bases actuelles de la prophylaxie des épizooties.

Prof. ZWIECK : Sur la maladie de Borna.

Prof. OPPERMAN : Contribution à l'organothérapie en médecine vétérinaire.

Prof. EBER : Maladies contagieuses des volailles.

Dr GIESE : Vaccination préventive antirabique chez le chien.

Dr WIEMANN, Vétérinaire inspecteur : L'organisation du contrôle du lait à Berlin.

Prof. SCHÖTTLER : Etiologie et traitement de la stérilité des femelles domestiques.

Dr STANDFUSS, Directeur du Laboratoire de *Postdam* : La Bactériologie au service de la médecine vétérinaire.

Prof. EBER : Maladies contagieuses des abeilles.

Prof. SCHMIDT : Mesures sanitaires à prendre lors de l'apparition d'intoxications alimentaires d'origine carnée.

Prof. WALDMANN, Directeur de l'Institut national de l'île de *Riems* : Etat actuel des recherches sur la fièvre aphteuse et sur son traitement.

Dr JACOB : Castration rapide des volailles.

Prof. BIERBAUM : Vaccination contre le rouget.

Prof. NÖLLER : Dommages causés par les maladies

parasitaires et rôle du vétérinaire dans la lutte contre ces maladies.

Dr KLIMMECK, Vétérinaire Inspecteur : Rapports entre l'inspection des viandes et les intoxications alimentaires d'origine carnée.

Prof. HENKELS : Technique opératoire de la cryptorchidie et de l'ovariotomie chez les solipèdes.

Dr SCHARR, Directeur de l'Institut bactériologique de *Berlin* : La méthode d'éradication de la tuberculose (méthode Ostertag).

DEUXIÈME PARTIE

SERVICES SANITAIRES

CHAPITRE PREMIER

BASES LÉGALES

L'organisation des services vétérinaires est confiée en Allemagne aux différents Etats, mais la législation sanitaire relève en premier lieu du Reich.

Les mesures de défense que nécessitèrent au XIX^e siècle les apparitions répétées de la peste bovine en Allemagne, entraînèrent l'élaboration d'une législation antiépizootique dont la première manifestation générale est la loi du 7 avril 1869.

Celle-ci fut remaniée, étendue, précisée dans la loi du 23 juin 1880, laquelle constitua pendant trente ans un puissant instrument d'hygiène publique. Les résultats incontestables qu'amena l'application éner-

gique et rapide de cette loi contribuèrent pour beaucoup à accroître le prestige de la science vétérinaire et favorisèrent l'essor de la profession (1). Cette loi a été appliquée jusqu'au 1^{er} mai 1912, date à laquelle elle a été remplacée par la loi du 26 juin 1909, qui la complétait et l'adaptait aux données nouvelles de la science.

On sait qu'une des particularités de ce dernier texte réside dans les dispositions réglementant la lutte contre la tuberculose des bovidés, laquelle n'est réputée contagieuse que lorsqu'elle est cliniquement décelable ou « ouverte » ce qui peut faire ordonner alors l'abattage de l'animal malade.

Ce principe, sur lequel on peut faire d'expresses réserves, a servi de base à l'organisation d'un système d'éradication de la tuberculose dont la paternité remonte à von Ostertag, et qui implique la collaboration des pouvoirs publics, des propriétaires, des groupements agricoles et des vétérinaires, ainsi que l'existence d'un grand nombre de laboratoires.

Bien que facultative, l'adhésion au système de propriétaire assez d'avantages, et particulièrement en matière d'indemnisation, pour qu'il ait intérêt à s'y soumettre, et s'y soumette en fait de plus en plus (2).

La pratique des prélèvements de mucus chez tous les bovins d'une exploitation, aux fins d'examen bacté-

(1) Lors du Centenaire de l'Ecole Vétérinaire de Berlin, en 1890, VIRCHOW déclarait expressément : « La législation sanitaire en matière de maladies contagieuses des animaux a été appliquée avec une telle rapidité que je suis obligé, en ma qualité de médecin, de constater avec regret le retard de la médecine humaine dans cet ordre d'idées. »

(2) En 1929, en Prusse seulement, 63.000 exploitations agricoles, avec un effectif de 1.105.000 bovins, étaient englobées dans ce système de contrôle.

riologique, reste évidemment compliquée, mais ne semble pas constituer un obstacle insurmontable.

Vingt ans d'expérience, interrompues d'ailleurs par la guerre, ne permettent pas encore de se prononcer quant à la valeur définitive du système, que certains tiennent pour un compromis avantageux et d'autres considèrent comme un pacte redoutable avec la maladie (1).

CHAPITRE II

ORGANISMES CENTRAUX

Le Reich n'exerçant en matière sanitaire qu'un rôle de contrôle, les organismes qui en dépendent sont très peu nombreux.

Le MINISTÈRE DE L'INTÉRIEUR possède une section vétérinaire comprenant un directeur et deux fonctionnaires. C'est de ce ministère que dépendent en outre :

a) « L'OFFICE DE LA SANTÉ PUBLIQUE » (*Reichsgesundheitsamt*) qui possède une section et un laboratoire vétérinaires avec un total de 11 vétérinaires.

C'est cet office qui assure la préparation des lois sanitaires, établit les statistiques, adapte l'enseignement aux nécessités nouvelles, tandis que dans ses laboratoires se poursuivent depuis plus de cinquante ans

(1) En 1927, on décelait encore la tuberculose sur 36 % des vaches et sur 26 % des bœufs abattus. Toutefois, l'importance des saisies avait nettement diminué depuis 1914.

des recherches scientifiques où s'illustrèrent, par exemple, Koch, Loeffler, Uhlenhuth, Gaertner.

b) Le COMITÉ CONSULTATIF DE LA SANTÉ PUBLIQUE (*Reichsgesundheitsrat*) fondé en 1923, et comprenant une section vétérinaire de 16 membres (professeurs, directeurs des services vétérinaires des différents Etats, etc.).

La Prusse, dont l'armement sanitaire est le plus systématiquement organisé, a attribué une des sept directions de son ministère de l'Agriculture (la cinquième) aux services vétérinaires. Cette direction comprend cinq fonctionnaires vétérinaires.

Depuis 1875, la Prusse possède également sous la dénomination de « *Landesveterinaeramt* », un Comité consultatif vétérinaire de 20 membres (professeurs d'Écoles vétérinaires, hauts fonctionnaires des services sanitaires, etc...).

La Bavière, la Saxe et le Wurtemberg possèdent des institutions comparables.

CHAPITRE III

PERSONNEL D'EXÉCUTION

Nous avons vu qu'on comptait en Allemagne 1.108 vétérinaires fonctionnaires d'Etat. Chargés de faire assurer l'exécution des prescriptions sanitaires, ils sont adjoints aux délégués du pouvoir exécutif (En Prusse, *Oberveterinaerrat* auprès du *Regierungspraesident*

dans chaque département, *Veterinaerrat* auprès du *Landrat* dans chaque arrondissement.

Le plus grand nombre des *Veterinaerrats* sont autorisés à exercer la clientèle et ne touchent de ce fait que 75 % du traitement régulier (1).

Dans presque tous les Etats, les fonctionnaires des services vétérinaires dépendent du ministère de l'Agriculture, toutefois le Ministère de l'Intérieur prussien a créé un cadre spécial de vétérinaires des services de police (*Polizeiveterinaerrate*) chargés particulièrement des services de contrôle des marchés, des établissements classés, etc... On en comptait 33 en 1928.

Les Etats allemands ayant en matière de traitements réparti tous les fonctionnaires en un certain nombre de groupes et de sous-groupes, nous pouvons constater que les fonctionnaires vétérinaires ont presque toujours été rangés dans une classe élevée, correspondant à leur culture scientifique et aux services qu'on exige d'eux.

En Prusse, par exemple où l'on a créé 12 groupes de fonctionnaires, les fonctionnaires vétérinaires sont classés dans le second groupe (Traitement 4.400 à 8.400 marks, plus indemnité de logement de 650 à 1.400 marks, plus une indemnité fixe de 600 à 1.200 marks, selon le grade (2).

Le personnel des services vétérinaires d'Etat se re-

(1) Les vétérinaires praticiens s'élèvent naturellement contre cette faculté.

(2) Cette question est traitée dans tous ses détails dans le numéro du 15 mars 1928 de la *Revue Générale de Médecine Vétérinaire*. (LECLAINCHE : Les traitements des fonctionnaires prussiens.)

crute parmi des vétérinaires ayant suivi un enseignement complémentaire et passé avec succès un examen spécial. Ces vétérinaires reçoivent alors un titre particulier (en Prusse « *Veterinaerrat* »).

Deux fois par an, des cours d'une durée de trois mois, subventionnés par le gouvernement, sont organisés dans les Ecoles vétérinaires pour les candidats préparant cet examen. Pour être admis à les suivre, les vétérinaires doivent avoir au moins un an d'exercice de clientèle et justifier d'un stage de trois mois dans un abattoir.

CHAPITRE IV

CRÉDITS

Rien ne saurait donner une idée aussi frappante de l'extension des services vétérinaires allemands que l'énoncé des sommes qui figurent, par exemple, sous cette rubrique dans le budget prussien.

Les recettes, qui étaient de 2.231.000 marks en 1913, se sont élevées à 4.895.000 marks en 1930, se répartissant ainsi : examens sanitaires et droits à l'importation : 2.500.000 marks, contrôle des viandes importées : 1.500.000 marks, contrôle des viandes indigènes : 1.000.000 de marks.

Les dépenses, qui étaient de 6.006.000 en 1913, sont passées à 11.747.000 marks en 1930. Les crédits nécessaires ont donc été pour 1930 de 6.852.000 marks.

Les traitements du personnel des services sani-

taires figurent à eux seuls dans le budget prussien de 1931 pour 3.751.000 marks répartis sur 116 fonctionnaires à solde entière et 371 fonctionnaires à solde réduite de 25 %.

CHAPITRE V

ORGANISMES SCIENTIFIQUES

ETABLISSEMENTS D'ÉTAT

Le gouvernement d'Empire et surtout les différents Etats ont créé un réseau d'instituts et de laboratoires vétérinaires dont nous voudrions rapidement esquisser la structure.

Nous avons déjà signalé que le « *Reichsgesundheitsamt* », organisme d'Empire, dépendant du Ministère de l'Intérieur, possède un laboratoire vétérinaire où travaillent 6 vétérinaires.

De son côté, la Prusse possède :

LE LABORATOIRE DE RECHERCHES DE L'ÎLE DE RIEMS, avec 11 vétérinaires et un très nombreux personnel.

Cet Institut de l'Île de Riems, tant par son extension que par l'originalité et la rigueur des mesures d'isolement adoptées, constitue, à notre sens, un rare exemple de rationalisation scientifique, susceptible, à ce titre, de retenir quelque peu notre attention.

C'est en 1908 que LÖEFFLER, le premier, eut l'idée d'aménager dans l'île de Riems un centre de recher-

ches sur la fièvre aphteuse qui ne risquât pas de devenir un foyer de contamination. LÖEFFLER, après avoir démontré les propriétés filtrantes du virus aphteux, réalisa un sérum préventif et curatif qui ne fut jamais produit qu'en petites quantités, les installations de Riems restant insuffisantes.

Après la guerre, la direction du centre de Riems fut confiée au professeur WALDMANN qui réussit à réaliser la transmission de la fièvre aphteuse au cobaye, ce qui permettait de substituer ce dernier aux bovidés comme sujet d'expérience et de contrôle, et de diminuer considérablement le coût de l'expérimentation, et par suite le prix de revient du sérum antiaphteux. Confirmant dans leurs observations les travaux de VAL-LÉE et CARRÉ sur l'existence de deux types de virus aphteux, WALDMANN et PAPPE reconnaissant, en outre, un troisième type de virus, se trouvaient bientôt en mesure de produire un sérum polyvalent d'une efficacité éprouvée et dont l'emploi se répandit rapidement en Allemagne et à l'étranger.

La scetion antiaphteuse de l'île de Riems comprend un département technique et un département scientifique.

Le premier se compose d'un vaste hall dans lequel on saigne les animaux producteurs de sérum et dans lequel le sang est défibriné dans des appareils ad hoc. Après séparation par centrifugation, le sérum sanguin est amené directement dans un réservoir installé dans un hall souterrain. Egalemeht en sous-sol, se trouvent des locaux destinés au stockage du sérum, un laboratoire où ce dernier est contrôlé et éprouvé, et des ateliers de flaconnage et d'emballage. Les bovins producteurs de sérum (800 bovins en avril 1931) sont logés dans des étables. La viande des animaux abattus est utilisée sur place dans une usine de conserves.

Le département des recherches comprend 11 laboratoires où se poursuivent des travaux d'histologie, de bactériologie et de chimie et des recherches sur les cultures de tissus vivants en milieux artificiels.

En 1928, a été créée une section antipesteuse, dont la mission est de travailler à résoudre le problème de la peste porcine et de trouver un sérum immunisant contre cette maladie.

Il existe sur l'île une centrale hydraulique qui alimente en eau tous les bâtiments et tous les services, une station génératrice qui fournit la vapeur et l'eau chaude indispensables. Le courant électrique est amené par câble. Un clos d'équarrissage d'installation récente assure la destruction intégrale des cadavres et détritrus, avec extraction des sous-produits habituels.

Deux cents personnes environ sont présentement employées dans l'île de Riems. Le professeur WALDMANN, que seconde le Docteur TRAUTWEIN, a sous ses ordres 9 collaborateurs vétérinaires, plus le personnel administratif et des assistants techniques.

Les ouvriers sont logés dans une cité-jardin, les ouvriers célibataires ont un mess à leur disposition. Les vétérinaires et les employés de l'administration ont chacun une maison particulière. Un grand casino, avec salle de réunion, réfectoire, etc... est à la disposition de tous.

Pour supprimer tout risque de contagion, le secteur aphteux est rigoureusement isolé. Tous les employés et tous les ouvriers doivent, avant de quitter ce secteur, changer de vêtements et de chaussures et prendre les mesures de désinfection prescrites. Un treillage à mailles fines est disposé devant les portes et les fenêtres et tendu au-dessus des cours et des fumiers pour interdire l'accès aux oiseaux. En dehors même du secteur aphteux, employés et ouvriers portent encore des

chaussures et des vêtements spéciaux dont ils doivent changer avant de quitter l'île. De plus, une dernière désinfection des chaussures est obligatoire avant de quitter l'île. Un surveillant spécial veille à l'observation de ces prescriptions sanitaires.

Pour les occupants de l'île, la liaison avec la côte est assurée en été par un canot automobile, en hiver par un téléphérique. Un vapeur appartenant à l'établissement assure le transport des marchandises entre l'île et Greiswald.

L'INSTITUT D'HYGIÈNE ANIMALE DE LANDSBERG (6 vétérinaires).

Le LABORATOIRE D'ÉTAT POUR L'ÉTUDE ET LE TRAITEMENT DES MALADIES CONTAGIEUSES DES ANIMAUX DE KLEIN-ZIETHEN (3 vétérinaires).

L'INSTITUT BACTÉRIOLOGIQUE DU LAIT DE KIEL (1 vétérinaire).

L'OFFICE DE CONTRÔLE VÉTÉRINAIRE DES DENRÉES ALIMENTAIRES A BERLIN (4 vétérinaires).

Les quatre OFFICES DE RECHERCHES VÉTÉRINAIRES (Veterinäruntersuchungsämter) de POTSDAM (5 vétérinaires), KÖNIGSBERG (3 vétérinaires), OPPELN (2 vétérinaires), HANOVRE (5 vétérinaires).

Le LABORATOIRE DE CONTRÔLE DES VIANDES IMPORTÉES DE STETTIN (2 vétérinaires).

Les trois LABORATOIRES BACTÉRIOLOGIQUES de MERSEBURG (1 vétérinaire), SCHLESWIG (1 vétérinaire), MUNSTER (2 vétérinaires).

Et 5 autres établissements scientifiques où sont employés 8 vétérinaires.

Par ailleurs, la BAVIÈRE entretient à OBERSCHEISS-HEIM un INSTITUT VÉTÉRINAIRE où sont employés 10 vétérinaires, ainsi qu'un INSTITUT DE VACCINATION et un INSTITUT BOTANIQUE comptant chacun un vétérinaire dans leurs cadres ; la Saxe, à Dresde, a un INSTITUT VÉTÉRINAIRE DE RECHERCHES, où sont employés 7 vétérinaires, le WÜRTEMBERG possède, à Stuttgart, un OFFICE VÉTÉRINAIRE DE RECHERCHES, placé sous la Direction du Professeur VON OSTERTAG, où travaillent 7 vétérinaires, le duché de BADE, un INSTITUT D'HYGIÈNE ANIMALE faisant corps avec l'Université de Fribourg, avec 5 vétérinaires, la THURINGE, à IÉNA, un INSTITUT VÉTÉRINAIRE, avec 6 vétérinaire, la HESSE, à GIESSEN, un INSTITUT DE SÉROTHÉRAPIE CONTRE LE ROUGET, faisant également fonction de Laboratoire de recherches vétérinaires (avec 2 vétérinaires), le MECKLEMBOURG, à ROSTOCK, un INSTITUT VÉTÉRINAIRE, avec 8 vétérinaires, l'ÉTAT DE ANHALT, la VILLE DE LUBECK, chacun un institut avec 6 vétérinaires. Nous arrivons ainsi à un total de 25 établissements scientifiques d'Etat occupant dans l'ensemble 105 vétérinaires.

INSTITUTS BACTÉRIOLOGIQUES DES CHAMBRES D'AGRICULTURE

Si l'abondance et la diversité des établissements scientifiques d'Etat peut ne pas trop surprendre dans un pays où l'intervention de ce dernier est poussée fort loin, nous ne pouvons manquer de relever avec un sentiment d'admiration, voire d'envie, les sacrifices considérables consentis également par les bénéficiaires immédiats de la science vétérinaire, c'est-à-dire les milieux agricoles.

L'initiative privée des Chambres d'agriculture a permis, en effet, la création et l'entretien en Allemagne de 13 Instituts bactériologiques privés.

Voici par exemple quelle était, en 1925, la situation du personnel des 9 instituts prussiens :

Dates de fondation	Instituts	Vétérinaires			Total
		Vété- rinaires	ad- joint	Per- sonnel	
—	—	—	—	—	—
1900	Halle	7	6	30	43
1902	Stettin	4	3	10	17
1903	Kiel	2	2	4	8
1903	Berlin	7	2	11	20
1904	Breslau	9	2	12	23
1906	Bonn	4	2	9	15
1906	Königsberg ..	6	9	22	37
1908	Munster	3	2	9	14
1913	Hanovre	3	1	6	10
Totaux		45	29	113	187

Si nous ajoutons à ce chiffre de 74 vétérinaires le personnel vétérinaire des instituts bactériologiques des Chambres d'Agriculture du Wurtemberg, de la Saxe, de Brunswick et d'Oldenbourg, soit 11 vétérinaires, nous réunissons un total de 85 vétérinaires employés dans les Instituts bactériologiques des Chambres d'Agriculture de l'Allemagne.

Il est donc évident que, dans de telles conditions, ces instituts peuvent se consacrer d'une façon efficace à la tâche complexe qui leur a été assignée, à savoir :

a) Etude, prophylaxie et traitement des maladies contagieuses non visées par la loi (avortement

épizootique, maladie des jeunes, vaginite contagieuse, maladies des volailles, du gibier, des abeilles).

b) Contribution à la lutte contre les maladies contagieuses à déclaration obligatoire.

c) Contrôle des sérums et vaccins.

d) Fabrication et entrepôt des sérums pour répondre rapidement à toute demande massive.

e) Service de diagnostics bactériologiques.

f) Contrôle bactériologique des viandes.

g) Organisation de cours de perfectionnement ou de spécialisation pour les vétérinaires praticiens.

h) Possibilités de stages d'études pour les jeunes diplômés préparant une thèse de doctorat.

i) Vulgarisation vétérinaire et sanitaire dans les milieux agricoles.

Il n'est pas discutable que ces organismes privés constituent un des soutiens les plus éprouvés de l'armement vétérinaire en Allemagne. Les pouvoirs officiels voient en eux un facteur indispensable dans la lutte contre les maladies contagieuses et les praticiens sont, en définitive, les bénéficiaires de la propagande médicale et sanitaire faite par ces instituts.

En tenant compte, enfin, des 48 vétérinaires travaillant dans les laboratoires de l'industrie privée, (à lui seul le consortium de l'industrie des produits colorants (I.G. Farbenindustrie) en emploie 6), nous arrivons à un total de 239 vétérinaires se consacrant exclusivement à un travail de laboratoire, chiffre qui reste encore au-dessous de la réalité, puisque la dernière statistique (au 1-7-29) en signale 240.

CHAPITRE VI

VÉTÉRINAIRES MILITAIRES

L'armée allemande prévoit dans le cadre de ses officiers 300 médecins et 203 vétérinaires (1).

Ces derniers se répartissent ainsi :

2	vétérinaires-généraux	(traitement : 16.000 marks).
4	»	-colonels (traitement : 12.000 marks).
18	»	-lieutenants-colonels (traitement : 9.700 marks).
46	»	-commandants (traitement : 7.700 à 8.400 marks).
88	»	-capitaines (traitement : 4.800 à 6.900 marks).
30	»	-lieutenants (traitement : 3.400 à 4.000 marks).
15	»	-sous-lieutenants (traitement : 3.400 à 4.000 marks).

A ces traitements s'ajoutent des indemnités de logement de 300 à 2.000 marks.

Le recrutement se fait surtout par engagements volontaires. Le jeune engagé, de 17 à 21 ans, s'il a satisfait à des conditions de triage particulièrement sévères, passe sept mois dans un corps de troupe, suit pendant neuf semestres ses études vétérinaires régulières (avec périodes militaires pendant les vacances), ac-

(1) Pour un effectif moyen de 38.000 chevaux.

complut, après être diplômé, un stage de six mois à l'Ecole d'application de cavalerie de Berlin, effectuée enfin comme vétérinaire auxiliaire un stage d'essai de deux mois dans un corps de troupe, et est nommé ensuite vétérinaire sous-lieutenant dans la limite des places disponibles, après avoir été agréé dans le corps vétérinaire par un vote des officiers qui composent celui-ci.

Les vétérinaires diplômés de moins de 27 ans peuvent, dans certains cas, être admis dans le corps des vétérinaires militaires après accomplissement des périodes et stages indiqués précédemment.

TROISIEME PARTIE

INSPECTION DES VIANDES

CHAPITRE PREMIER

GÉNÉRALITÉS

Bien que certains Etats Allemands aient imposé précocement la construction d'abattoirs et réglementé partiellement l'inspection des viandes, par exemple le duché de Bade en 1827, (on relève même cette réglementation dès le XIII^e siècle à Augsbourg et au XIV^e siècle à Passau) il semble que ce soit à la cruelle leçon des terribles épidémies de trichinose de Hettstaedt (1863) et de Hedersleben (1865), au cours desquelles furent atteintes 500 personnes dont 129 succombèrent,

qu'on doive les énergiques mesures générales qui trouvèrent leur expression dans la loi prussienne de 1868 instituant le contrôle obligatoire des viandes. La loi d'Empire de 1879 qui institua le contrôle des denrées alimentaires donnait à l'inspection des viandes un début d'unité en Allemagne.

Les travaux de GERLACH et l'activité de LYDTIN préparèrent la venue de la loi d'Empire du 3 juin 1900, dont l'élaboration et la véritable paternité reviennent à von Ostertag (1).

Nous n'avons pas à examiner ici une réglementation qui, depuis trente ans, a été suffisamment commentée. Rappelons qu'elle était très explicite et suffisamment rigoureuse, prescrivait l'inspection de l'animal avant l'abattage, reconnaissait des *viandes propres à la consommation*, des *viandes dépréciées devant être vendues comme telles à la « Freibank »*, enfin des *viandes à ne livrer à la consommation qu'après les avoir soumises à un traitement de stérilisation*. La loi entra en vigueur le 1^{er} avril 1903.

Dès la première année de son application, la preuve était faite de son utilité.

Au cours de l'année 1904, en effet,

53.520 bovins tuberculeux étaient saisis totalement, ou la viande devait être soumise à un traitement de stérilisation.

(1) Sur l'initiative du professeur LECLAINCHE, le Congrès International de Londres de 1930 a rendu hommage en la personne du Professeur OSTERTAG, au créateur de la loi allemande de 1900 sur l'inspection des viandes, législation dont se sont inspirés ultérieurement la plupart des grands pays, et qui, par suite, « a non seulement servi l'hygiène publique, mais a eu aussi pour les vétérinaires des conséquences d'un prix inestimable et a transformé les conditions de l'exercice professionnel ».

871 bovins, 3.175 porcs, 14 moutons étaient saisis pour charbon symptomatique ou bactéridien, ou pour peste bovine.

3.999 bovins présentaient de la cysticeriose.

892 porcs de la trichinose.

570 bœufs, 8.200 vaches, 4.900 veaux, 1.500 porcs étaient saisis, la viande étant fiévreuse ou altérée.

L'efficacité de la loi se faisait vite sentir, comme le montre l'exemple de la trichinose dont, en Prusse, on ne relevait plus que 43 cas sur 2.410.000 porcs abattus pendant le second trimestre de 1913 et plus que 16 cas seulement sur 1.700.000 porcs abattus pendant le second semestre de 1926.

La loi du 3 juillet 1900 a permis de réunir une énorme documentation scientifique et de constituer un remarquable corps d'inspecteurs spécialisés. C'est en profitant de l'expérience de ceux-ci et en tenant compte des nouvelles données scientifiques, ainsi que de certaines nécessités économiques, qu'a été pris le décret annexe du 10 août 1922 qui remanie le régime de l'inspection des viandes, atténue certaines rigueurs de saisie, pose le principe et précise les détails de l'examen bactériologique, exigeant au total du vétérinaire inspecteur une spécialisation très poussée (1).

(1) Le régime actuel de l'inspection des viandes en Allemagne est, en somme, résumé dans ce décret, à consulter de préférence dans l'édition si remarquablement commentée par von OSTERTAG (*Die Ausfuehrungsbestimmungen A zum Reichs = Fleischbeschaugesetz mit Erlaeuterungen von R. von OSTERTAG, Berlin 1929*).

CHAPITRE II

EXAMEN BACTÉRIOLOGIQUE DES VIANDES

Il est, en effet, un côté de l'inspection des viandes qui revêt, en Allemagne, une importance particulière : c'est celui de l'inspection des viandes fiévreuses ou altérées susceptibles de produire ces intoxications épidémiques aux formes alarmantes et dont le pays semble avoir le regrettable monopole.

Devant la gravité du fait, la prophylaxie de ces accidents a été entreprise aussi énergiquement que possible et, depuis cinq ou six ans, des succès marqués ont été obtenus.

La statistique des intoxications d'origine carnée fut d'abord dressée avec beaucoup de soin. On releva ainsi les chiffres suivants : Intoxications constatées :

1913.....	594	1923.....	3.196
1922.....	2.260	1925.....	1.563

avec une mortalité moyenne de 1 %.

L'étiologie de ces intoxications fut établie aussi exactement que possible et indiqua que 31 % des épidémies, 48 % des intoxications, 40 % des décès provenaient de la consommation de viande d'animaux abattus pour maladies, que 40 % des intoxications étaient consécutives à la consommation de viandes hachées.

Le décret du 10 août 1922 prescrivit en conséquence l'examen bactériologique des viandes suspectes et précisa étroitement la technique de cet examen, qui

est effectué autant que possible dans un laboratoire convenablement aménagé à l'abattoir même, ou dans un des nombreux laboratoires bactériologiques autorisés. En 1925, en Prusse seulement, il était déjà procédé à plus de 20.000 examens bactériologiques de cet ordre, lesquels révélaient des bacilles pathogènes dans plus de 900 cas.

En 1927, la plupart des grands abattoirs possédaient des installations pour l'examen bactériologique des viandes et un personnel de vétérinaires spécialisés dans cette technique par des cours de trois mois, organisés à cet effet dans des instituts bactériologiques ou dans les Ecoles Vétérinaires.

Au reste, on tend actuellement à faire acquérir à tous les praticiens les notions et les techniques d'inspection nouvelles : c'est dans ce sens que s'orientent, en effet, les efforts récents du « Deutscher Veterinärarzt » et des Chambres vétérinaires qui, à partir de 1931, veulent multiplier les cours et travaux pratiques d'inspection bactériologique des viandes organisés à l'usage des praticiens.

CHAPITRE III

VÉTÉRINAIRES INSPECTEURS

Des 730 abattoirs publics qu'on comptait en Allemagne au 1^{er} juillet 1927, 575 étaient dirigés par des vétérinaires et 155 par des non-vétérinaires. Alors que les 370 abattoirs publics fonctionnant dans les villes de plus de 10.000 habitants étaient dirigés dans 94 % des

cas par des vétérinaires, des 360 abattoirs appartenant à des villes de moins de 10.000 habitants, 63 % seulement étaient sous la direction de vétérinaires.

Au total, 969 (1) vétérinaires fonctionnaires étaient employés dans les abattoirs publics. Berlin en comptait 45, Hambourg 22, Munich 19, Dresde 18, Leipzig 16, Breslau et Stuttgart 13, Duisbourg, Gelsenkirchen 7, Königsberg, Mannheim, Elberfeld, Brême 6.

Les vétérinaires inspecteurs sont des fonctionnaires municipaux qui, quant à leur traitement et à leur situation, occupent en général le même rang que les vétérinaires des services d'Etat (4.400 à 8.400 marks de traitement, plus une indemnité de logement de 650 à 1.400 marks). Les directeurs d'abattoirs ont un traitement sensiblement plus élevé.

CHAPITRE IV

ABATTOIRS

Le nombre des abattoirs publics en Allemagne était, au 1^{er} juillet 1927, de 730. 677 étaient la propriété des municipalités et 53 appartenaient à des syndicats.

Leur installation est presque toujours remarquable, dans certaines grandes villes même, somptueuse. On est presque invariablement frappé et de la propreté générale et du caractère rationnel de l'aménagement.

(1) Il s'agit bien entendu des seuls vétérinaires fonctionnaires.

Le nombre total des vétérinaires, chargés à un titre quelconque de l'inspection des viandes, était, au 1^{er} juillet 1929, de 5.498.

Le tableau ci-dessous fournit d'ailleurs quelques précisions sur l'équipement des abattoirs allemands :

Abattoirs possédant un laboratoire. .	325	c.-à-d.	46%
» possédant un laboratoire spécial pour le contrôle du lait	118	»	16%
Abattoirs possédant un laboratoire spécial pour l'examen bactériolo- gique des viandes	148	»	20%
Abattoirs aménagés pour le diagnos- tic de la trichinose (1)	539	»	74%
Abattoirs reliés directement à la voie ferrée	156	»	21%
Abattoirs possédant des chambres froides	477	»	65%
Abattoirs possédant un parc à bétail annexe	66	»	9%

Une organisation aussi complète et des installations aussi perfectionnées que celles dont disposent les abattoirs allemands, entraînent naturellement la perception de droits élevés qui paraissent particulièrement lourds dans les périodes de crise, comme celle que traverse actuellement l'Allemagne. De là, de vives résistances, allant parfois jusqu'au boycott, de la part des usagers de l'abattoir. De tels conflits, dont la solution est en général rapide, n'ébranlent en rien, du reste, la solidité d'une armature de contrôle dont les bienfaits sont unanimement reconnus.

(1) L'abattoir de Berlin possède 77 trichinosopes à projection, ce qui suffit actuellement à l'examen trichinoscopique des 1.250.000 porcs abattus par an à cet abattoir. Rappelons qu'il est pratiqué 14 préparations microscopiques par porc.

QUATRIÈME PARTIE

CONTRÔLE DU LAIT

CHAPITRE PREMIER

CONSIDÉRATIONS GÉNÉRALES

Le problème du lait revêt en Allemagne un caractère particulier, en raison de la répartition même de la population. Celle-ci est, en grande partie, concentrée dans de vastes agglomérations. Préoccupés d'assurer à leurs administrés un lait de bonne qualité, en exigeant l'application des mesures sanitaires et hygiéniques appropriées, tant pour la production que pour le transport de ce produit, les différents pays et, à leur défaut, les municipalités elles-mêmes, ont pris depuis longtemps les dispositions à cet effet. Ce contrôle du lait trouva d'abord des bases légales dans les articles du Code, puis dans les prescriptions sanitaires de la loi de 1890. Certains pays, tel le duché de Bade en 1904, établirent pour leur compte une réglementation déjà rigoureuse (état de santé des bêtes laitières et du personnel des vacheries et laiteries, installations des laiteries, qualités minima d'un bon lait, etc...) et nombre de municipalités ayant assumé pendant les périodes de restrictions de la guerre et de l'après-guerre immédiat l'organisation du ravitaillement en lait sur leur territoire, ont conservé aujourd'hui encore ce monopole.

Actuellement, le contrôle du lait trouve sa justification légale dans les textes de la loi sur le contrôle des denrées alimentaires du 5 juillet 1927 et dans ceux de la loi sur le contrôle du lait du 10 décembre 1926. Bien qu'il soit encore en vigueur, ce dernier texte, dont le caractère était nettement transitoire, perd pour nous presque tout son intérêt, puisque en juillet 1930 a été voté par le Reichstag un nouvel instrument législatif dont la portée est considérable et dans lequel nous voyons le type de la réglementation sanitaire en Allemagne. C'est donc à ce titre que nous le reproduisons en grande partie.

CHAPITRE II

LOI D'EMPIRE SUR LE CONTRÔLE DU LAIT DU 31 JUILLET 1930 (*Reichsmilchgesetz*)

Article premier

Les dispositions de la présente loi règlent le « trafic » du lait de vache et de ses produits dérivés, sauf à l'intérieur des « ménages » dans lesquels ils doivent être consommés.

Art. 2

Elles pourront être étendues par décret au lait d'autres femelles domestiques.

A. Dispositions générales réglant la production et la mise en vente du lait

Art. 3

1) Le lait provenant de vaches dont l'état de santé

peut avoir influencé défavorablement la qualité de leur lait, ne doit pas être livré à la consommation ou utilisé pour la fabrication de produits dérivés.

2) Cette interdiction s'applique particulièrement au lait de vaches atteintes de tuberculose cliniquement constatable avec lésions déclarées de l'appareil pulmonaire, des voies intestinales et génitales ou de la glande mammaire.

3) Cette interdiction s'applique aussi lorsqu'il y a de très fortes présomptions à l'égard des formes de tuberculose ci-dessus énumérées.

Art. 4

1) Le lait des vaches atteintes de fièvre aphteuse, ainsi que le lait provenant d'étables dans lesquelles sévit cette affection, de même que le lait provenant de vaches à tuberculose cliniquement constatable, à l'exception des formes prévues aux paragraphes 2 et 3 de l'art. 3, ne doit être livré à la consommation ou à la fabrication de produits dérivés que lorsque, par un chauffage suffisant ou par tout autre procédé approprié, sa nocivité aura été supprimée.

2) Un décret précisera si le traitement ci-dessus prévu sera effectué chez le producteur ou hors de chez celui-ci.

Art. 5

1) Les différents Etats pourront spécifier les qualités minima exigibles d'un lait de consommation (teneur en beurre et densité) et déterminer dans quelles conditions les laits non falsifiés mais insuffisants pourront être livrés à la consommation.

Art. 6

1) Tant chez le producteur, pendant et après la traite, qu'au cours du transport, du producteur au consommateur, le lait doit être protégé contre toute pollution directe ou indirecte (poussières, souillures diverses, odeurs, agents pathogènes, agents atmosphériques).

Art. 7

1) Tous les locaux dans lesquels le lait est conservé, transformé, entreposé, exposé ou mis en vente doivent être disposés et conditionnés de telle façon que le lait soit à l'abri des influences nocives énumérées à l'article 6.

2) Il en est de même de tous les ustensiles, récipients, appareils, machines, objets divers avec lesquels le lait entre en contact.

3) Les récipients, ustensiles, objets en question ne doivent pas servir à un autre usage ; ils ne doivent pas être lavés avec de l'eau non potable et ne pas être conservés dans des locaux où sont logés des animaux.

Art. 8

Les voitures destinées au transport du lait, les récipients dans lesquels celui-ci est livré directement au consommateur doivent porter, d'une façon très apparente, l'indication de l'usage auquel ils sont destinés, sauf dans le cas où le lait est livré directement au consommateur dans une vacherie rurale.

Art. 9

1) Les récipients, bouteilles, flacons dans lesquels

le lait sera livré directement au consommateur devront satisfaire aux conditions suivantes :

a) être munis d'un mode de fermeture non détachable et être d'un lavage facile ;

b) porter, d'une manière apparente sur leur paroi ou sur le couvercle, l'indication de la nature du lait, du nom et du domicile de celui qui a mis le lait dans le récipient, et une mention spéciale quand le lait a été soumis à un traitement quelconque.

3) La mise en bouteilles ne peut avoir lieu que chez le producteur ou dans les locaux dans lesquels le lait est traité.

Art. 10

1) Dans certaines conditions déterminées, l'autorité compétente peut décider que le lait destiné à être vendu dans les cafés, restaurants, kiosques, crémeries, ou devant être consommé sur place, ne pourra être livré que dans les formes prévues à l'art. 9.

Art. 11

1) Quiconque vend du lait dans un lieu public, doit s'assurer et particulièrement pendant la distribution, que le lait n'est soumis à aucun des risques de souillure prévus à l'art. 6. Les récipients par leur nature et leur forme doivent être établis à cet effet.

Art. 12

1) L'autorité compétente, sous réserve des dispositions de l'art. 37, peut ORDONNER qu'avant d'être livré à la consommation le lait soit soumis à un traitement par chauffage ou par refroidissement.

Art. 13

1) Les personnes atteintes de fièvre typhoïde, de paratyphoïde, de diarrhée infectieuse ou de tuberculose ouverte, ou suspectes de fièvre typhoïde, de paratyphoïde ou de diarrhée infectieuse, ou qui sont porteurs de germes de fièvre typhoïde ou paratyphoïde, ne doivent pas, tant lors de la traite du lait que dans les différentes manipulations de celui-ci, être employées d'une façon qui risque d'assurer la transmission des germes pathogènes.

2) La liste des maladies ci-dessus pourra être étendue.

3) Il est interdit d'employer à la manipulation du lait des personnes atteintes d'abcès, de plaies suppurantes ou d'éruptions cutanées, susceptibles d'altérer la pureté du lait ou de provoquer chez le consommateur une impression de répulsion.

Art. 14

1) Quiconque veut ouvrir un établissement pour la livraison du lait à la consommation doit être en possession d'une autorisation de l'autorité compétente.

2) Cette autorisation ne doit être accordée qu'aux personnes :

- a) présentant les garanties de moralité suffisantes,
- b) possédant les connaissances techniques nécessaires,
- c) ne contrevenant pas aux dispositoins de l'art. 13.
- d) possédant le matériel indispensable correspondant à l'importance de l'entreprise,
- e) possédant des locaux et une installation satisfaisant aux exigences de l'art. 7,

f) étant vraisemblablement en état de livrer la quantité minimum de lait estimée indispensable par l'autorité compétente.

3) L'autorisation ne peut être refusée que si une ou plusieurs des conditions spécifiées au paragraphe 5 n'est pas remplie.

Après avoir été octroyée, elle doit être retirée si quelque fait nouveau crée une situation telle qu'on la refuserait si elle était sollicitée à nouveau.

*Dispositions spéciales au lait contrôlé officiellement
(Markenmilch)*

Art. 20

1) Pour être vendu sous la dénomination de *lait contrôlé officiellement*, ledit lait doit remplir les conditions suivantes :

a) il faut qu'il remplisse les conditions générales, prévues par l'art. 1 et les conditions spécifiées dans les articles 21 à 25 et 31 et 32 ;

b) il faut, qu'en sus de la surveillance normale de la production laitière, ledit lait ait été l'objet, tant au point de vue de sa composition qu'en ce qui concerne les conditions de sa production, d'un contrôle spécial effectué par les offices de contrôle, constitués à cet effet,

c) il faut que le propriétaire de l'exploitation laitière ait reçu une autorisation spéciale de l'office de contrôle, autorisation qui lui est accordée quand les conditions requises sont remplies.

Art. 21

Il est interdit de vendre sous la dénomination de « lait contrôlé » du lait provenant de vaches dont l'état

de santé a provoqué l'application des mesures sanitaires prévues à l'art. 4.

Art. 22

Tout lait vendu sous le nom de « lait contrôlé » doit provenir d'exploitations dans lesquelles on applique les méthodes officielles d'éradication de la tuberculose (méthode Ostertag).

Art. 23

Le « lait contrôlé » doit posséder une teneur en beurre minimum dont le taux, établi par région, correspond à une alimentation soignée et à une exploitation rationnelle des bêtes laitières.

Art. 25

Le « lait contrôlé » ne doit être vendu au consommateur que dans les formes prévues à l'art. 9. Pour certains gros consommateurs, (hôpitaux, établissements de bienfaisance, etc...) le lait pourra être livré en récipients plombés de nettoyage facile.

Art. 26

1) L'inspection spéciale du « lait contrôlé » sera effectuée par des *offices de contrôle*. Ceux-ci seront constitués, dans le cadre des associations corporatives des milieux agricoles, qui fixent leur composition, laquelle doit être ratifiée par l'autorité compétente.

2) Ces offices doivent comprendre au moins un délégué des communes dans lesquelles sera vendu le lait contrôlé.

4) Ce sont les organismes corporatifs de la repré-

sensation agricole, prévus par la loi, qui décident de l'opportunité de la création d'un office de contrôle.

Art. 29

L'autorité compétente peut envoyer des délégués dans les offices de contrôle.

Art. 30

1) Les offices de contrôle ont à s'assurer constamment :

a) quel le lait provient bien de vaches dont l'état de santé ne peut altérer la qualité du lait qu'elles livrent ;

b) que le lait est recueilli dans des conditions de propreté satisfaisantes et conservé de façon à éviter toute altération ;

c) que, pendant son transport, les conditions énumérées à l'art. 6 sont bien respectées ;

d) que les procédés de chauffage ou autres sont mis en pratique d'une façon correcte ;

e) que sont bien respectées les prescriptions des art. 21 à 25 et 31 et 32.

2) L'examen sanitaire des vaches laitières rendu nécessaire par les dispositions de l'art. 1, paragraphe 1, et de l'art. 21, doit être effectué par un vétérinaire sanitaire désigné à cet effet d'une façon permanente par l'office de contrôle.

Art. 31

1) Ces offices de contrôle ont à fixer :

a) les dispositions de détail facilitant ou complétant la surveillance ;

b) la teneur en beurre et la densité minimum requises des laits contrôlés ;

c) la quote-part de chaque producteur ou exploitant laitier aux frais de contrôle.

Art. 32

1) L'office de contrôle décide quand et comment le lait doit être soumis à un traitement de pasteurisation.

Ce traitement peut être imposé par l'autorité compétente lorsque le lait contrôlé est destiné à être consommé dans les laiteries, cafés, cantines, ou sur place.

Dispositions particulières à la rationalisation de la production laitière

Art. 37

Pour amener une rationalisation indispensable dans le commerce du lait et de ses dérivés, il pourra être fixé par décret les modalités relatives à la production, au traitement, à la préparation, à la composition, à l'embouteillage ou à l'emballage, ainsi qu'à la marque de ces aliments.

Art. 38

Après avis des organisations professionnelles légalement constituées, dans les régions considérées, l'autorité compétente peut prononcer la fusion de vacheries, exploitations laitières et laiteries en vue d'améliorer le rendement et la distribution du lait ou des produits dérivés. Elle devra toujours être guidée dans ses décisions par le souci d'obtenir l'exploitation la plus

rationnelle et d'éviter tout dommage à l'économie générale et au bien-être public.

L'autorité compétente pourra, en particulier :

a) fixer et décider les droits et obligations des parties et les modalités de la fusion ;

b) décider la fusion d'exploitations à des associations déjà existantes d'exploitations similaires et, dans ce cas, fixer les droits et obligations des parties, même à l'encontre des dispositions contractuelles préexistantes.

Art. 39

Le Reich pourra fixer des labels pour les différentes catégories de lait ou de produits dérivés.

Contrôle et Sanctions

Art. 43

1) Le contrôle des dispositions de la présente loi a lieu, d'après les prescriptions de la loi sur la surveillance des denrées alimentaires, même lorsqu'elles dépassent le cadre de cette dernière loi.

2) Les différents pays sont chargés de l'exécution de la présente loi. Ils peuvent prescrire la création d'agents spécialisés du contrôle du lait.

Art. 44

1) Est passible d'un emprisonnement de trois mois et d'une amende, ou de l'une de ces peines, quiconque, sciemment :

a) récolte, traite, transforme, transporte, conserve, expose, met en vente, remet ou utilise du lait en

contrevenant aux prescriptions des articles 3, 4, 6, 11 ou aux décisions prises par l'autorité compétente, conformément à l'art. 12 ;

b) contrevient aux dispositions et interdictions des articles 7, 8, 9, 25, 37.

2) Si la contravention est fortuite, l'amende ne peut excéder 150 marks.

Art. 45

Quiconque contrevient, avec intention, aux dispositions de l'art. 13, est passible d'un emprisonnement et d'une amende, ou d'une de ces peines.

Est passible des mêmes sanctions le propriétaire ou surveillant d'exploitation qui a toléré cette infraction. Si l'infraction est fortuite, l'emprisonnement ne peut excéder un an.

Art. 47

Quiconque, intentionnellement ou non, vend du lait sans posséder l'autorisation prévue aux articles 14, 16, 17, est passible d'un emprisonnement dont la durée ne peut excéder trois mois et d'une amende, ou de l'une des deux peines.

Art. 48

Les sanctions prévues par la présente loi ne sont applicables que lorsque des sanctions plus sévères ne sont pas prévues par les dispositions d'une autre loi.

Art. 52

1) Le Gouvernement d'Empire publiera un règlement d'administration publique précisant les conditions d'application de la présente loi.

Il devra fixer, particulièrement :

Les règles générales selon lesquelles sera assurée la préparation technique des personnes employées dans les exploitations laitières, et des agents spécialisés dont le concours est prévu à l'art. 43, paragraphe 2.

Il devra en outre prendre les dispositions nécessaires pour que certaines catégories de lait (1) ne puissent être mises en vente.

a) que si l'exploitation dont ils proviennent est soumise aux dispositions de la méthode d'éradication de la tuberculose ;

b) que lorsque le propriétaire de l'exploitation dont ils proviennent est affilié à une coopérative laitière ou à une organisation similaire.

Art. 57

Le gouvernement d'Empire fixera la date et la mise en vigueur de la présente loi. Il pourra prescrire à des dates successives l'application progressive des différents articles.

En reproduisant ainsi les articles essentiels de la nouvelle loi sur le lait, nous avons eu le dessein d'offrir justement un exemple frappant de l'orientation présente de la législation sanitaire allemande. Les principes essentiels qui inspirent cette législation sont certes d'ordre hygiénique, mais ils sont tout autant d'ordre économique. Cette loi n'est pas seulement une loi de contrôle, c'est une loi destinée à intensifier et sur-

(1) Il s'agit des laits pour enfants, pour malades, etc, ou vendus comme tels.

tout à améliorer la production laitière ; quelque sévères que soient un grand nombre de ses dispositions à l'égard des producteurs et des commerçants, il n'est donc pas étonnant que des représentants des populations agricoles demandent qu'on hâte son application (2).

L'abondance, dont on voudra bien nous excuser, du texte législatif que nous avons cité, nous permettra de limiter notre commentaire de la loi. Nous nous bornerons à faire ressortir *sa gravité hygiénique, sa portée économique, son importance professionnelle*.

Avant tout, la loi s'efforce d'éliminer les vaches malades de la production laitière, encore qu'elle soit obligée de composer avec certaines maladies.

L'article 3 spécifie les laits dont la consommation est interdite, les articles 4 et 5, ceux dont la consommation est réglementée, les articles 6, 7, 8 formulent très nettement les mesures qu'exige une manipulation hygiénique du lait, les articles 9 et 10 marquent un acheminement vers la vente exclusive du lait en bouteilles, l'art. 13, dans sa nouveauté, répond à une nécessité impérieuse pour la prophylaxie de certaines maladies contagieuses de l'homme, l'art. 14, en concessionnant la production et le commerce du lait, fournit aux services d'inspection le plus sûr des moyens de contrôle, enfin, les articles 21 et 52, par la voie détournée du régime des laits contrôlés, constituent un encouragement des plus efficaces à la lutte contre la tuberculose bovine.

La portée économique de la loi n'est pas moindre, avons-nous dit, que sa gravité en matière d'hygiène. Les art. 37 et 38, portant même atteinte au droit de propriété, entendent assurer à tout prix la standardisa-

(2) Intervention du Comte de Rantzau Rasdorf au Staatsrat prussien le 12 décembre 1930.

tion de la production laitière. La spécification d'un « lait contrôlé » présentant des garanties particulières et, de ce fait, susceptible d'une légère majoration de prix, est un stimulant certain pour le producteur.

L'intérêt professionnel de la loi n'a pas besoin d'être souligné. Elle affermit un peu plus solidement encore le vétérinaire dans le rôle qui nous paraît devoir devenir son rôle essentiel : celui de défenseur de la santé publique et de conseiller qualifié de la production animale.

Cette loi, dans son ensemble, nous paraît être avant tout une loi de rationalisation. Nous avons pu suivre en Allemagne, dans d'autres domaines économiques, les dangers d'un tel système. Nous en connaissons aussi les rigueurs. Mais nous avons pu également en apprécier les indiscutables résultats : diminution du prix de vente et surtout *amélioration considérable de la qualité*. Il est vraisemblable qu'au bout de quelques années d'application, la nouvelle loi sur le lait aura singulièrement renforcé la production et l'industrie laitières en Allemagne.

CINQUIÈME PARTIE

ORGANISMES PROFESSIONNELS

Les associations de défense et de représentation professionnelles sont très nombreuses en Allemagne, nous n'indiquerons que les plus importantes, en insistant surtout sur les organismes dont la conception nous paraît particulièrement intéressante.

Nous distinguerons :

a) un ORGANISME OFFICIEL de représentation corporative créé sous le contrôle de l'autorité et dont tout vétérinaire doit *obligatoirement* faire partie ; ce sont les « Chambres vétérinaires ». (*Tieraerztekammer.*)

b) des SYNDICATS OU ASSOCIATIONS LIBRES, à participation facultative, créés soit pour favoriser le développement et accroître le prestige de la profession, soit pour la défense des intérêts spéciaux des différentes catégories de vétérinaires, soit avec des buts plus étroitement circonscrits.

CHAPITRE PREMIER

LES CHAMBRES VÉTÉRINAIRES

Les « Chambres vétérinaires » constituent la représentation corporative des vétérinaires. Elles sont instituées en exécution d'une loi d'Etat.

Les premières « Chambres vétérinaires » ont été créées en 1906 dans le duché de Bade. Suivirent ensuite l'Etat de Brunswick en 1908, la Hesse en 1926, la Bavière (1) en 1926, la Prusse en 1928 (2).

Tout vétérinaire diplômé et exerçant fait *obligatoirement* partie de la Chambre vétérinaire de son ressort.

(1) En Bavière et dans le Wurtemberg, il existe une « Chambre » commune aux vétérinaires, médecins et pharmaciens.

(2) En fait, les Chambres vétérinaires existaient en Prusse depuis 1912, mais elles ne reposaient que sur un décret ministériel.

Il est tenu par la loi d'acquitter le montant des cotisations fixées (qui, théoriquement peuvent atteindre dans certains pays jusqu'à 1 % de son revenu) et de reconnaître en matière professionnelle la juridiction de cet organisme.

Le Conseil de discipline de la Chambre vétérinaire peut prononcer des peines telles que l'avertissement, le blâme, l'amende (3), la privation de l'exercice du droit de vote aux élections au Conseil de la Chambre vétérinaire. Dans les conflits entre vétérinaires, toute instance devant le conseil de discipline, doit être précédée d'une tentative de conciliation devant une commission arbitrale.

En Prusse, il peut être fait appel des arrêts du Conseil de discipline devant un Conseil supérieur siégeant au ministère de l'Agriculture, à Berlin. En Prusse, il existe une Chambre vétérinaire par province, et une Fédération centrale des Chambres vétérinaires.

D'après l'art. 3 de la loi du 13 avril 1928, instituant les Chambres vétérinaires, celles-ci ont pour mission :

- a) de défendre les intérêts des vétérinaires ;
- b) d'examiner toutes les questions relatives à la profession vétérinaire, y compris l'inspection des viandes et des denrées alimentaires ;
- c) d'établir des rapports techniques à la demande de l'autorité compétente ;
- d) de créer des organismes de prévoyance sociale pour les vétérinaires et leur famille.

En Prusse, les vétérinaires fonctionnaires sont te-

(3) Celle-ci peut atteindre jusqu'à 1.000 marks en Prusse et 10.000 marks en Bavière.

nus de faire partie des Chambres vétérinaires, mais ne sont pas soumis à leur juridiction.

En exécution des dispositions ci-dessus, les Chambres vétérinaires de Prusse ont créé une caisse de prévoyance dont les règlements ont été consacrés par décret ministériel et prévoient :

1) en cas de décès du vétérinaire, une allocation aux ayant-droit variant de 2.000 marks à 4.000 marks (si la mort est accidentelle et si la victime a moins de 65 ans, cette somme est doublée).

2) l'attribution d'une rente aux vétérinaires invalides selon les ressources de la caisse.

3) des prêts pour les membres dans le besoin.

Le montant de la cotisation à cette caisse de prévoyance, à laquelle les vétérinaires fonctionnaires seuls ne sont pas tenus d'adhérer, est de 120 marks par an.

Toutes les Chambres vétérinaires des différents pays ont édicté des statuts professionnels dont l'observation est imposée à leurs membres et qui constituent pour ainsi dire un « code de la profession » sur lequel nous reviendrons au chapitre suivant.

CHAPITRE II

LE CONSEIL NATIONAL VÉTÉRINAIRE ALLEMAND

(*Deutscher Veterinärarrat*)

Depuis plus de cinquante ans, l'histoire de la médecine vétérinaire allemande est étroitement liée à celle du Conseil National Vétérinaire allemand (*Deutscher Veterinärarrat* ou *D. V. R.*).

Il a été fondé en 1874 par Johannes FESER qui,

donnant pour mission sociale au vétérinaire de « conserver la santé des animaux domestiques, d'améliorer leur rendement en augmentant ainsi la richesse du patrimoine national », voulut créer « un organisme central qui pût contribuer à accroître la valeur scientifique et professionnelle des vétérinaires, à faire établir une législation sanitaire bienfaisante et à assurer une organisation judicieuse des services vétérinaires ».

Ce programme a été remarquablement réalisé :

En effet, c'est en partie sur l'initiative et sur les instances du D. V. R.

a) qu'ont été élaborées et votées les lois de 1880 et de 1909 sur les maladies contagieuses des animaux ;

b) qu'ont été constitués et étendus les différents services sanitaires ;

c) qu'a été établie la législation magistrale sur l'inspection des viandes (loi de 1900) ;

d) qu'a été réalisée la transformation des Ecoles vétérinaires en Facultés autonomes, délivrant le grade de docteur, pouvant créer des chaires d'enseignement pour professeurs libres ;

e) qu'ont été élaborées les lois récentes sur le contrôle des denrées alimentaires et sur le contrôle du lait.

Nous avons indiqué précédemment la part considérable que le D.V.R. a prise dans la question capitale de l'enseignement postscolaire des vétérinaires ; les subventions qu'exigent ces cours absorbent une très grosse part de ses recettes (constituées par une cotisation annuelle de 3 marks de chaque vétérinaire).

Chargé de représenter malgré tout des tendances professionnelles parfois divergentes en apparence (vétérinaires praticiens et vétérinaires fonctionnaires à un titre quelconque) le D.V.R. a connu des heures mouve-

mentées dans sa longue histoire. Il a même été théoriquement dissous au cours de la tumultueuse assemblée générale de juin 1927. La diplomatie temporisatrice de son président et surtout le sentiment unanime du préjudice irréparable qu'aurait porté à la profession la disparition du D.V.R. eurent raison des difficultés et, le 18 décembre 1927, une assemblée générale consacrait sa stabilité retrouvée. Sa structure administrative est la suivante : Les assemblées délibératives se composent de délégués élus par les vétérinaires (1 délégué pour vingt vétérinaires). Le Comité directeur élu pour 3 ans, et qui a pleins pouvoirs, est composé comme suit :

Syndicat des vétérinaires praticiens..	7	représentants
Syndicat des vétérinaires d'Etat	3	»
Syndicat des vétérinaires municipaux	3	»
Association des membres du Corps enseignant des Ecoles vétérinaires	2	»
Association des vétérinaires de Cham- bres d'agriculture	1	»

Depuis 1927, le D. V. R. est présidé par le Professeur STANG, de Berlin.

La constitution, maintenant réalisée dans tous les Etats allemands, de « Chambres vétérinaires » et la création dans un avenir sans doute rapproché d'une « Fédération nationale des Chambres vétérinaires » ont pu faire penser un instant que l'existence du D. V. R. pourrait devenir superflue. Il semble bien que ce ne soit pas le cas. Les Chambres vétérinaires et leurs fédérations sont des organismes constitués en exécution de dispositions législatives nettement fixées. Le D. V. R. reste une institution indépendante qui, se maintenant

si possible au-dessus de la mêlée professionnelle, doit surtout envisager les intérêts supérieurs de la médecine vétérinaire allemande.

CHAPITRE III

SYNDICATS VÉTÉRINAIRES

Pour la défense de leurs intérêts particuliers, variables et souvent divergents selon le mode d'exercice de leur profession, les vétérinaires allemands ont constitué des syndicats locaux et distinctifs, réunis dans trois grandes fédérations.

a) *Le Syndicat national des vétérinaires praticiens* (3.400 membres).

b) *Le Syndicat national des vétérinaires d'Etat.*

c) *Le Syndicat national des vétérinaires municipaux* (605 membres).

Le Syndicat national des vétérinaires praticiens, fondé en 1919 (les syndicats régionaux existaient depuis fort longtemps) est naturellement le plus puissant. Il s'efforce actuellement, entre autres campagnes professionnelles, de faire interdire l'exercice de la clientèle à tous les vétérinaires fonctionnaires. Les récentes déclarations du Ministre de l'Agriculture de Prusse laissent prévoir qu'on ne peut compter sur la réalisation prochaine de cette mesure.

CHAPITRE IV

OFFICES PROFESSIONNELS D'ENCAISSEMENT

Par ailleurs, un grand nombre de vétérinaires se

sont groupés pour instituer des « offices professionnels d'encaissement ». Ces associations, actuellement au nombre de huit, se chargent, moyennant une commission fixée (le plus souvent 5 %), de l'encaissement des honoraires, versent immédiatement au praticien 50 % du montant à encaisser et font indirectement œuvre de prévoyance sociale. A lui seul, par exemple, l'Office d'encaissement de Silésie, auquel sont affiliés 125 praticiens, avait encaissé en 1929 16.000 factures représentant 506.000 marks, sur un total de 20.000 factures d'un montant de 640.000 marks. Il garantit à ses membres, en cas d'invalidité une prime de 20.000 marks, verse à leur famille en cas de décès une somme de 10.000 marks, et leur assure une indemnité journalière de 10 marks en cas d'incapacité.

CHAPITRE V

DROGUERIE COOPÉRATIVE

L'esprit de coopération professionnelle a trouvé également son expression dans la création d'une « UNION COOPÉRATIVE VÉTÉRINAIRE » (*Wirtschaftsgenossenschaft deutscher Tierärzte*) ayant pour but la fabrication et la vente des médicaments et sérums nécessaires à ses membres. Fondée en 1903 avec 54 participants par celui qui la dirige encore, le Docteur Marks, elle comptait déjà 224 membres au bout d'un an d'existence, avait 1.922 membres et un chiffre d'affaires de 1.858.000 marks en 1914.

En 1929, le bilan de cet organisme coopératif indiquait les chiffres suivants :

Participants : 4.258.

Capital global : 4.740.000 marks.

Chiffre d'affaires de l'exercice : 3.400.000 marks.

Bénéfice : 235.000 marks.

Dividende accordé aux participants : 10 %.

Bonification sur les achats effectués : 6 %.

Versé au fonds de réserve : 10.000 marks.

Versé à la caisse de secours en cas de décès : 22.000 marks.

A la disposition du bureau : 25.000 marks.

CHAPITRE VI

ASSOCIATION VÉTÉRINAIRE POUR LA LUTTE CONTRE L'EMPIRISME

A ce groupement de défense professionnelle (*Tierärztliche Gesellschaft zur Bekämpfung des Kurpfuschertums. T.G.B.K.*) sont directement affiliés 6.100 vétérinaires. Il centralise l'activité défensive du monde vétérinaire contre les empiriques. Nous résumerons plus loin son organisation et ses efforts, lors de l'examen de l'empirisme en Allemagne.

SIXIÈME PARTIE

DE L'EXISTENCE D'UN DROIT PROFESSIONNEL APERÇU SUR QUELQUES POINTS DE DÉTAIL

CHAPITRE PREMIER

STATUTS PROFESSIONNELS

Nous avons signalé au chapitre précédent que les

« Chambres vétérinaires » avaient formulé, quant à l'exercice de la profession, un véritable code dont elles étaient chargées d'assurer le respect.

Les Chambres vétérinaires étant constituées en vertu de lois d'Etat et leur fonctionnement étant directement contrôlé par les pouvoirs publics, il nous a paru justifié de voir dans leurs statuts les éléments d'un *droit professionnel*, susceptible de retenir quelque peu notre attention.

Nous reproduisons donc, *in extenso*, tant ils nous paraissent significatifs et importants, les statuts professionnels, établis le 21 novembre 1929, par le Comité directeur des Fédérations des Chambres vétérinaires de Prusse et publiés le 14 janvier 1930 avec l'approbation du Ministre de l'Agriculture.

Article premier

1) La médecine vétérinaire, qu'elle ait pour but la guérison des animaux malades ou le contrôle des denrées alimentaires, remplit un rôle d'utilité publique. Son exercice ne saurait en conséquence avoir des fins exclusivement utilitaires et le vétérinaire doit toujours avoir en vue l'intérêt général.

2) Le vétérinaire est tenu d'exercer son art en toute conscience et, par son attitude, à faire honneur à sa profession, aussi bien pendant l'exercice de celle-ci qu'en toute autre circonstance.

Art. 2

Le vétérinaire doit contribuer de son mieux au développement des organismes professionnels.

Art. 3

1) Le vétérinaire doit se refuser à tout rapport avec les personnes qui, sans être vétérinaires, exercent la médecine des animaux, et il doit s'efforcer d'entraver leur activité. Le vétérinaire doit combattre l'emploi des remèdes secrets.

2) Il est contraire aux lois de l'honneur professionnel de publier des ouvrages dans lesquels le public est initié au traitement des animaux malades, ou de collaborer à des ouvrages de ce genre

3) Il est interdit à un vétérinaire de se faire remplacer par quiconque n'est pas porteur du diplôme de vétérinaire.

Art. 4

1) Il est contraire aux lois de l'honneur professionnel de donner des consultations dans deux ou plusieurs localités différentes ou dans plusieurs locaux de la même localité.

La Chambre vétérinaire peut autoriser des dérogations à cette interdiction.

2) Il est contraire aux lois de l'honneur professionnel d'offrir ses services.

Art. 5

Il est contraire aux lois de l'honneur professionnel de donner par correspondance ou par téléphone ou de toute autre façon, des consultations pour des animaux qui n'ont pas été examinés.

Art. 6

Les certificats et rapports fournis par le vétérinaire dans l'exercice de sa profession doivent être rédigés

avec soin, dans un vocabulaire dûment technique et être sincères et impartiaux. Ils doivent porter mention du but pour lequel ils ont été établis.

Art. 7

Pour la cession d'une clientèle à un autre vétérinaire, il ne doit être exigé qu'une somme correspondant à la valeur vénale des objets effectivement cédés. Il est contraire aux lois de l'honneur professionnel de remettre ou de recevoir une somme d'argent, lors de la reprise ou de la cession d'une clientèle. Dans les cas douteux, il sera référé à la Chambre vétérinaire. Il est contraire aux lois de l'honneur professionnel de servir d'intermédiaire pour négocier, contre une somme d'argent, une cession de clientèle.

Art. 8

Le vétérinaire doit demander une rémunération raisonnable de ses services. Le vétérinaire qui exigerait des honoraires excessifs, ou, inversement, travaillerait à vil prix, pourrait être poursuivi devant le conseil de discipline professionnel.

Art. 9

Tout vétérinaire doit témoigner à ses confrères les égards qu'il exige pour sa propre personne. Il ne doit jamais recourir à des procédés de concurrence déloyale et doit particulièrement s'abstenir de propos désobligeants sur le compte de ses collègues.

Art. 10

1) Quand plusieurs vétérinaires soignent un ani-

malade, c'est le propriétaire qui désigne celui d'entre eux qui doit poursuivre le traitement.

2) La confraternité professionnelle exige qu'un vétérinaire nouvellement appelé auprès d'un animal en traitement avise le vétérinaire traitant.

3) Quand deux vétérinaires soignent un animal, ils doivent fixer de concert le traitement à suivre.

4) Les vétérinaires agents techniques des compagnies d'assurance et les vétérinaires qui ont à exercer des opérations de contrôle sont tenus d'en aviser le vétérinaire traitant.

Art. 11

1) Le vétérinaire ne doit pas faire, dans un but de réclame, l'éloge de son habileté professionnelle.

2) Il peut faire publier dans les journaux, et dans les formes consacrées par l'usage, la nouvelle d'une prise, d'une interruption ou d'une reprise de clientèle.

Art. 12

1) Un vétérinaire qui veut prendre le titre de spécialiste doit justifier devant la Chambre vétérinaire compétente qu'il est dûment qualifié à cet effet. Un vétérinaire spécialiste ne doit pas faire de médecine vétérinaire générale. Des dérogations peuvent être accordées dans certains cas par la Chambre vétérinaire compétente.

Les statuts des autres Chambres vétérinaires concordent avec quelques variantes avec les statuts des Chambres vétérinaires de Prusse.

Nous relèverons dans ces statuts vétérinaires, à côté d'indications d'une évidence qui peut les faire pa-

raître superflues (1), des prescriptions rigoureuses dont quelques-unes d'ailleurs sont discutées même en Allemagne. Celle qui concerne les cessions de clientèle, et qui n'est pas toujours intégralement respectée (on la tourne parfois en vendant l'immeuble habité par le praticien en même temps que la clientèle), celles qui ont trait à l'adoption du titre de spécialiste, à la publication d'ouvrages de vulgarisation, représentent des entraves sensibles aux droits de chacun.

L'ensemble ne constitue pas moins une juridiction professionnelle entièrement à l'honneur de la profession dont le prestige et l'autorité se trouvent ainsi accrus.

CHAPITRE II

LUTTE CONTRE L'EMPIRISME ET CONTRE LES REMÈDES SECRETS

La lutte que les vétérinaires allemands ont à soutenir contre les empiriques présente une âpreté d'autant plus particulière que depuis 1869 l'exercice de la médecine, tant humaine que vétérinaire, est libre en Allemagne. Nous signalerons bien entendu les restrictions de fait apportées à ce principe général, mais il explique par exemple qu'on ait pu compter en 1927 près de 12.000 personnes se livrant à l'exercice de la médecine humaine, sans être médecins diplômés. En

(1) « Cela va sans dire », objectait-on à Talleyrand. « Certes, mais cela va mieux encore en le disant » répliqua-t-il.

médecine vétérinaire, la situation varie considérablement avec les régions envisagées, l'empirisme ayant à peu près disparu de certaines régions (6 % en Prusse) et florissant encore dans d'autres (60 % en Bavière).

La loi allemande ne punit que l'emploi frauduleux du titre de vétérinaire, elle réserve également aux seuls vétérinaires le droit d'intervenir dans certaines maladies contagieuses, interdit enfin aux empiriques d'une façon indirecte et trop vague d'exercer la médecine vétérinaire hors du territoire de la commune où ils habitent.

La loi allemande du 21 juin 1869 a placé, quant à leurs droits, médecins et vétérinaires sur le même plan. Si quelque jour l'exercice de la médecine humaine venait à être légalement limité aux seuls médecins, cette communauté pourrait sans doute être exploitée par les vétérinaires allemands, pour demander avec chances de succès que leur soit légalement réservé l'exercice de la médecine des animaux.

Pour l'instant, les vétérinaires trouvent dans les dispositions réglementant l'ordonnance et la délivrance des médicaments, dispositions qui interdisent en fait aux empiriques la prescription d'une médication efficace, leur arme la plus sûre contre ces derniers.

Cependant la nécessité d'organiser une action systématique contre l'empirisme, en intensifiant les poursuites judiciaires contre les violations, par les empiriques, des diverses prescriptions légales en vigueur, a fait naître, en 1926, l'ASSOCIATION VÉTÉRINAIRE POUR LA LUTTE CONTRE L'EMPIRISME. Celle-ci intervient auprès des autorités, participe, pour faire œuvre de vulgarisation, aux différentes expositions agricoles, poursuit en justice, publie des brochures de propagande. Elle ne s'attaque pas moins énergiquement au commerce des remèdes secrets et, depuis 1927, pres-

que tous les Etats allemands ont interdit, sous peine d'une amende pouvant atteindre 150 marks, l'annonce, l'offre et la vente de remèdes secrets contre un certain nombre de maladies des animaux (fièvre aphteuse, tuberculose, avortement épizootique, rouget, diarrhée des veaux, fièvre vitulaire, hémoglobinurie, mammites, choléra des volailles, maladies du jeune âge et gales du chien, coliques du cheval, gourme). Enfin, ce groupement a créé en 1928 un laboratoire où sont analysés les médicaments secrets que lui envoient ses membres.

Devant la protection insuffisante et — basée sur des textes trop dispersés — que la loi allemande assure actuellement au praticien l'ASSOCIATION VÉTÉRINAIRE CONTRE L'EMPIRISME, représente une intéressante manifestation de défense professionnelle, dont les premiers résultats sont particulièrement encourageants.

CHAPITRE III

EXERCICE DE LA PHARMACIE

L'exercice de la pharmacie par les vétérinaires allemands étant encore réglementé par chacun des différents Etats, il en résulte, pour le praticien, des modalités d'application très variables, allant de l'interdiction quasi-totale de remettre les médicaments (dans le duché de Bade) à l'entière autorisation de l'exercice de la pharmacie (en Bavière et en Saxe).

En Prusse, le droit à l'exercice de la pharmacie est entier, à l'exclusion de certains toxiques que le vé-

térinaire doit toujours prescrire par ordonnance à exécuter chez un pharmacien. Environ les trois quarts des praticiens prussiens ont une officine de pharmacie. Depuis 1928, une décision ministérielle les oblige à spécifier isolément sur leurs relevés d'honoraires le coût des médicaments administrés ou remis, le prix de ceux-ci devant rester inférieur au prix des mêmes médicaments délivrés dans une pharmacie (1).

La loi d'Empire du 28 novembre 1929, votée en exécution des conventions internationales pour la lutte contre l'emploi des stupéfiants, contient, pour les vétérinaires comme pour les médecins, des dispositions très rigoureuses.

Un décret du Ministre de l'Intérieur du Reich, en date du 19 décembre 1930, réglemente et limite avec une sévérité inquiétante au point de vue professionnel, le mode de prescription et la quantité maximum à prescrire ou à administrer de certains médicaments stupéfiants (2). De ce décret, qui s'adresse à la fois aux médecins, dentistes et aux vétérinaires, nous ne retiendrons que les dispositions relatives à ces derniers. Elles interdisent en particulier :

a) de prescrire à l'état pur les substances visées par le décret.

b) de prescrire à la fois plus d'un des médicaments visés ;

c) de prescrire des solutions de morphine ou d'héroïne d'un titre supérieur à 15 % ;

d) de prescrire par animal et par jour : plus de

(1) Pour que se trouvent réalisées dans leur esprit les dispositions accordant l'exercice de la pharmacie aux vétérinaires, afin de sauvegarder l'intérêt des populations agricoles.

(2) En particulier : opium, morphine et dérivés, cocaïne.

15 gr. d'opium, ou 0,50 gr. de morphine, 0,4 gr. de pantopon, 0,03 cent. d'héroïne (sauf dans les cas exceptionnels ; il faut alors indiquer sur le livre spécial au mouvement des stupéfiants des précisions sur la maladie traitée, motivant la prescription exceptionnelle, la date de celle-ci, le nom et l'adresse du propriétaire de l'animal traité).

e) de prescrire par jour, pour les besoins de la clientèle des quantités des produits visés par le décret, supérieures à celles indiquées à l'alinéa précédent.

f) de prescrire de la cocaïne pour les interventions autres que celles pratiquées au sabot, au pied ou à l'œil, et dans ce cas en solution titrant plus de 10 %. La quantité maximum quotidienne à prescrire par jour est de 1 gr. Toute prescription ou emploi de cocaïne doit être relaté sur un registre spécial à ce médicament, avec les précisions exigées à l'alinéa d).

g) au pharmacien de renouveler une ordonnance vétérinaire lorsqu'un des médicaments visés entre dans sa composition.

Il est inutile d'insister sur la gravité de ces dispositions. Elles sont applicables depuis le 1^{er} avril 1931 et les vétérinaires allemands comme leurs confrères médecins voient en elles une atteinte alarmante à leur indépendance professionnelle.

CHAPITRE IV

TARIFS PROFESSIONNELS

Désireux de fournir un aperçu sur la situation matérielle du vétérinaire praticien en Allemagne, nous

avons utilisé la publication (faite pour la première fois) des rôles de l'impôt sur le chiffre d'affaires des vétérinaires allemands, documents publiés fin mars 1931 dans la presse professionnelle et qui se rapportent aux déclarations de l'année 1927.

Chiffre d'affaires imposé : 36.000.000 de marks
Praticiens imposés . . . : 5.267 »

Le tableau ci-dessous indique la répartition par catégorie :

Catégorie	Praticiens taxés	Chiffre d'affaires en millions de marks
jusqu'à 5.000 marks.....	2.184 soit 41,5%	6,3 soit 17,5%
de 5.000 à 20.000 marks..	2.986 » 56 %	27,1 » 75,3%
de 20.000 à 50.000 marks..	93 » 1,8%	2,3 » 6,4%
au-dessus de 50.000 marks	4 » 0,1%	0,3 » 0,8%
	5.267 100	36 100

Il convient de remarquer que, parmi les 2.184 praticiens qui font un chiffre d'affaires inférieur à 5.000 marks une forte proportion est certainement constituée par des vétérinaires fonctionnaires autorisés à exercer la clientèle et dont le traitement normal est réduit de ce fait de 25 %.

Les Chambres vétérinaires et les syndicats ont établi des tarifs minima, dont les variations locales sont assez réduites, et qui sont, généralement, respectés par les praticiens.

La Chambre vétérinaire de Hanovre, par exemple, a adopté un tarif minimum dont nous reproduisons ci-dessous quelques rubriques :

	MARKS
Consultation à domicile	3, »
Voyages : le kilomètre	0,75

Rapport sommaire	4,50
Rapport détaillé	15, »
Consultation d'achat	10, »
Trachéotomie	15, »
Castration	15, »
Ténotomie	15, »
Accouchements	10, » à 20, »
Accouchements avec embryotomie	30, »
Réduction d'un renversement d'utérus ..	15, »
Traitement de la fièvre vitulaire	15, »
Injection sous-cutanée	0,75
Injection intra-veineuse	1,50

La situation très difficile dans laquelle se trouvent depuis deux ans les agriculteurs allemands n'a pas été sans répercussion sur la situation du praticien. En conformité avec les directives gouvernementales et pour remédier à la crise actuelle, un grand nombre de Chambres vétérinaires ont décidé de faire pratiquer par leurs membres à dater du 1^{er} mars 1931 une réduction de 10 % sur les honoraires habituels, sous réserve que les factures soient réglées en moins d'un mois.

CONCLUSIONS

Encore qu'il soit bien téméraire de prétendre tirer un enseignement de l'exposé de faits aussi complexes que ceux que nous avons relatés, nous croyons toutefois pouvoir dégager de ceux-ci certaines conclusions générales :

1) Peut-être inutilement compliquée par le fédéralisme administratif, l'organisation vétérinaire de l'Allemagne apparaît solidement assurée et se trouve ainsi en état de satisfaire aux besoins sanitaires, hygiéniques et économiques d'un grand pays.

2) Les pouvoirs publics ont reconnu la valeur scientifique et la haute portée économique de la médecine vétérinaire. Ils ont donné à son enseignement l'appui financier indispensable à son développement et octroyé à ses représentants dans les services publics la considération et les avantages matériels, que légitiment leur culture scientifique et l'importance effective de leur mission.

3) Le protocole universitaire consacre à juste titre l'égalité scientifique de la médecine vétérinaire et de la médecine humaine.

4) L'initiative corporative est remarquablement agissante. Si certaines de ses réalisations peuvent paraître trop rigoureuses, les résultats d'ensemble marquent un accroissement continu du prestige professionnel, que justifie une volonté commune de maintenir

aussi élevé que possible le niveau scientifique de la profession.

5) Les pouvoirs publics et les groupements agricoles, persuadés que la création et l'entretien de nombreux laboratoires constituent le plus avantageux des placements, ont doté le pays d'un armement technique vétérinaire dont celui-ci tire grand profit.

6) La juridiction allemande est loin d'apporter toujours au vétérinaire praticien les garanties que légitimerait la valeur scientifique de celui-ci.

7) Pourtant, il faut signaler que les pouvoirs publics font de plus en plus appel au concours du vétérinaire et il semble bien que l'on puisse voir très nettement s'amorcer en Allemagne l'évolution qui fera avant tout du vétérinaire le défenseur de l'hygiène publique et le conseiller qualifié de la production animale.

Vu : *Le Doyen*,
BALHAZARD.

Vu : *Le Président*,
TANON.

Vu et permis d'imprimer :
Le Recteur de l'Académie de Paris
S. CHARLÉTY.

BIBLIOGRAPHIE

- GOEHRE. — Entwicklung des saechsischen Veterinaerwesens. Richter, éditeur, Leipzig, 1925.
- GRAWERT & ROTH. — Geheimmittelwesen und Kurpfuschertum in der Tierheilkunde. Heymann, éditeur, Berlin 1930.
- LYDTIN. — Rueckblicke auf die Entwicklung des deutschen Veterinaerwesens. Schäper, éditeur, Hanovre 1914.
- MACHENS. — Der Tierartz. Trowitzch, éditeur, Berlin 1931.
- MARKS. — Rückblick zum 25 jährigen Bestehen der Wirtschaftsgenossenschaft deutscher Tierärzte 1929.
- VON OSTERTAG. — Die Ausfuehrungsbestimmungen A zum Reichs — Fleischbeschaugesetz. R. Schoetz, éditeur, Berlin 1929.
- RICHTER. — Ratgeber fuer das Studium der Veterinaermedizin. Lorentz, éditeur, Leipzig 1925.
- SCHMALTZ. — Deutscher Veterinaerkalender 1930-31. R. Schœtz, éditeur Berlin.
- WILEL. — Der tieraeztliche Beruf. Schaper, éditeur, Hanovre 1914.
- ZSIESCHE. — Adressbuch der deutschen Tieraerzte. R. Schœtz, éditeur, Berlin 1928.
- COLLECTIONS DES Berliner Tieraerztliche Wochenschrift.
— Deutsche Tieraerztliche Wochenschrift.
— Zeitschrift fuer Fleisch—und Milchhygiene.
- PROGRAMMES des Ecoles et Facultés Vétérinaires.
- PUBLICATIONS OFFICIELLES des Chambres Vétérinaires de Prusse.

TABLE DES MATIERES

AVANT-PROPOS	9
INTRODUCTION	11
PREMIERE PARTIE. — ENSEIGNEMENT	14
CHAPITRE PREMIER. — Enseignement obligatoire.....	15
Généralités	15
Recrutement des étudiants	16
Inscriptions et droits	17
Statistique des étudiants	18
Corps enseignant	19
Enseignement	21
Examens et diplôme	22
Doctorat	23
Budget des Ecoles	24
CHAPITRE II. — Enseignement facultatif postscolaire....	25
Cours de perfectionnement du D.V.R.	25
Programmes des cours organisés en 1930	27
Conférences radio-diffusées	37
DEUXIEME PARTIE. — SERVICES SANITAIRES	39
CHAPITRE PREMIER. — Bases légales	39
CHAPITRE II. — Organismes centraux	41
CHAPITRE III. — Personnel d'exécution	42
CHAPITRE IV. — Crédits	44
CHAPITRE V. — Organismes scientifiques	45
Etablissements d'Etat	45
Etablissements relevant des Chambres d'Agriculture..	49
CHAPITRE VI. — Vétérinaires militaires.....	52
TROISIEME PARTIE. — INSPECTION DES VIANDES.....	53
CHAPITRE PREMIER. — Généralités et loi du 3 juillet 1900	53
CHAPITRE II. — Examen bactériologique des viandes....	56
CHAPITRE III. — Vétérinaires inspecteurs.....	57
CHAPITRE IV. — Abattoirs	58

QUATRIEME PARTIE. — CONTRÔLE DU LAIT	60
CHAPITRE PREMIER. — Considérations générales.....	60
CHAPITRE II. — Loi d'Empire du 31 juillet 1930.....	61
CINQUIEME PARTIE. — ORGANISMES PROFESSIONNELS	74
CHAPITRE PREMIER. — Chambres vétérinaires	75
CHAPITRE II. — Conseil National Vétérinaire	77
CHAPITRE III. — Syndicats vétérinaires.....	80
CHAPITRE IV. — Offices professionnels d'encasement..	80
CHAPITRE V. — Droguerie coopérative.....	81
CHAPITRE VI. — Association vétérinaire pour la lutte contre l'empirisme	82
SIXIEME PARTIE. — DE L'EXISTENCE D'UN DROIT PROFESSION- NEL. APERÇU SUR QUELQUES POINTS DE DÉTAIL.....	82
CHAPITRE PREMIER. — Statuts professionnels.....	82
CHAPITRE II. — Lutte contre l'empirisme et contre les remèdes secrets	87
CHAPITRE III. — Exercice de la pharmacie	89
CHAPITRE IV. — Tarifs professionnels.....	91
CONCLUSIONS	94
BIBLIOGRAPHIE	96

